

François Leroux

*L’Union doit se réinventer
pour assurer son avenir !*



Efficacité – Équité – Solidarité

L'Union : une organisation périmée !

Depuis la création de l'Union, il y aura bientôt soixante-dix ans, le monde a radicalement changé, mais pas elle ! Elle a toujours son organisation et son mode de fonctionnement qui ont été pensés à l'époque de la « Guerre Froide » où il n'y avait que deux Puissances militaires antagonistes, deux Europes, l'Occidentale sous protection et domination américaines et l'Orientale sous la férule soviétique, qui représentaient leur « profondeur stratégique », c'est-à-dire leur zone de sécurité... et leur zone économique naturelle.

Aujourd'hui, l'ordre mondial institué après la dernière Guerre est bafoué par le réveil d'ex-Empires : Russie, Chine, Ottoman (Turquie), et maintenant les États-Unis de Trump. Tous veulent récupérer des territoires, qui leur ont appartenu autrefois, ou pas. Il n'y a plus d'alliés, que des intérêts, des pays et des marchés à conquérir. Et dans cette curée, notre pacifique Union, sans défense organisée, a toutes les chances d'être dépecée par ses deux grands voisins, de l'est et de l'ouest. Après les sous-marins australiens de Biden, il y a maintenant le Groenland de Trump et les actions de son vice-Président pour pousser les extrêmes droites, y compris des pronazis ! Et, ils ont affiché leur préférence pour la Russie de Poutine et leur volonté de détruire ou de soumettre notre Union ! Aussi, continuer à compter sur eux pour assurer notre protection relève de l'inconscience ! Et une toute aussi irresponsabilité consiste à s'armer américain, des armes qui restent sous leur contrôle... et être maintenues au sol en cas d'un renversement possible des alliances !

Quel Président américain va risquer la destruction d'une ville américaine... pour sauver une ville européenne ? Et à quel titre va-il assurer la défense d'un concurrent économique, voire politique ?

Des rapports et des livres préconisent à l'Union de prendre des décisions importantes pour sa survie. Mais, avec ses règles de fonctionnement rigides n'ayant que peu évolué en dépit des élargissements successifs, elle n'est pas en mesure de les mettre en œuvre, sinon avec des délais beaucoup trop longs, des investissements très importants et un résultat très aléatoire !

L'Union est une communauté sans fortes personnalités à sa tête pour l'incarner, sans directives, sans projets, sans espérances, sans défense et sans liens entre ses membres !

Trump à Washington, Poutine à Moscou, Xi Jinping à Pékin, Qui à Bruxelles ? Personne... ou le « *trop plein* » du Général de Gaulle ! L'ordre mondial bafoué, une Union désunie, sans défense, sans « *Chef* », il est urgent de tout reconstruire.

L'attaque de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 m'a amené à réfléchir à nouveau à notre Union, à sa Défense, à l'Ukraine, à consulter des sites Internet officiels, à écrire un premier essai, complété et approfondi par un deuxième, puis par celui-ci, pour préconiser des mesures essentielles, urgentes et de bon sens :

- Repenser l'organisation et le mode de fonctionnement de l'Union ;
- Concevoir une Défense, autonome et majoritairement équipée de matériels européens, qui devienne la troisième Puissance militaire mondiale pour tenir la Russie à distance !
- Aider l'Ukraine à reconquérir l'intégralité de son territoire, même en l'absence de contributions américaines.

Un regard extérieur pour de tels objectifs est souvent très utile, car il n'est pas soumis à un passé révolu, ce dont ceux de l'intérieur ont toujours beaucoup de mal à se défaire.

DECHEANCE DE L'UNION

Combien est ancien le temps où notre Union était admirée et enviée par beaucoup d'étrangers ! Elle est devenue le maillon faible d'un Occident composé « *d'Herbivores repus* » qui, après avoir dominé le monde, a accumulé les échecs et bat maintenant lamentablement en retraite, sans combattre, devant des « *Carnivores affamés et revanchards* » partis à la conquête d'un monde qui nous lâche et se met à nous détester, en nous imputant l'entièvre responsabilité de leurs malheurs.

La voix de l'Europe est devenue inaudible et brouillonne, elle n'existe plus !

Par ailleurs, elle s'ingénie à détruire son économie, notamment, quand elle achète plus de 70 % de ses armements à l'étranger, conséquence de sa soumission aux États-Unis, de ses désunions, de ses méconnaissances de la « *chose militaire* », alors que des matériels équivalents existent dans l'Union la plupart du temps, et que rien n'est fait pour qu'il en aille autrement.

Les conséquences de ces achats massifs à l'étranger sont très graves et multiples :

- Ils rendent notre défense très coûteuse et totalement dépendante des Américains ;
- Ils appauvissent nos économies au lieu de nous permettre de développer nos activités industrielles et nos compétences dans les technologies de pointe ;
- Ils dévaluent nos armes qui ne pourront plus s'exporter et condamneront ainsi à terme proche des secteurs majeurs. Pour une économie qui décroche dans bien des domaines, dont des secteurs de pointe, cette politique suicidaire est à stopper d'urgence ;
- Ils renchérissent et rendent plus aléatoire la maintenance des armements, notamment sur les champs de bataille, et certains peuvent être soumis à des autorisations, voire à des interdictions d'usage, comme en Ukraine avec certaines armes occidentales.

S'agissant du militaire et du spatial, c'est notre souveraineté et notre sécurité collective qui sont en jeu, ainsi que notre capacité en cas de conflits à utiliser nos armes sans contraintes étrangères. Exemple : les ogives nucléaires américaines positionnées en Europe ne peuvent être utilisées qu'après leur activation par le Président des États-Unis. De même pour leurs avions qui sont sous contrôle permanent américain !

Il est aussi de bon ton, au titre d'une prétendue morale, d'être contre la vente d'armes à certains pays. Certes, mais si ces pays ne peuvent pas se fournir chez nous, ils s'approvisionneront chez nos concurrents moins regardants, ou moins tartufes. Or, s'ils utilisent nos équipements nous pouvons garder un relatif contrôle, par des performances bridées – comme les Américains pour l'Ukraine –, par l'après-vente, par d'amicales pressions, ou par des télé neutralisations. Sans l'apport des exportations, nos industries militaires et spatiales seraient condamnées.

À quel jeu maléfique jouait l'ex-Chancelier allemand Olaf Scholz quand il débloqua un budget de cent milliards pour acheter des avions et des hélicoptères aux États-Unis, des systèmes de défense aérienne à Israël, au lieu d'acheter leurs équivalents européens ? Et, dans le même temps, il refusa de fournir aux Ukrainiens ses missiles germano-suédois Taurus dont ils ont le plus grand besoin, et de vendre à l'Arabie saoudite des Eurofighter Typhoon, conçus, développés et fabriqués par plusieurs pays de l'Union, dont le sien !

Avait-il conscience que l'industrie européenne, y compris la sienne, était en plein déclin ?

La décision d'exporter – ou pas – des matériels militaires ou de hautes technologies devrait être prise par un **Comité de Défense**, défini plus loin, à une majorité renforcée, et non par un État, qu'il soit petit ou grand. Il est par ailleurs difficile de comprendre qu'un État de l'Union se permette d'imposer ses règles alors qu'il est entièrement soumis, inféodé, aux États-Unis.

LE TOCSIN SONNA LE 24 FEVRIER 2022 !

L'Union Européenne aurait dû faire du 24 février 2022 la date fondatrice de sa Renaissance, comme le fut le 14 juillet 1789 pour la France : un monde s'était effondré, un monde nouveau s'est construit sur des bases radicalement différentes qui ont fait émerger, notamment, la démocratie, le Code civil, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : égalité des droits, liberté d'opinion et de la presse, respect de la propriété, etc. Toutes choses auxquelles nous tenons, que nous avons reçues en héritage et que nous devons transmettre...

Mais ce n'est pas avec la passivité, l'immobilisme, les blocages mentaux, les désunions, que notre Union pourra survivre, se développer et transmettre un quelconque héritage !

Pendant des décennies, nous avions un adversaire en commun avec les Américains : le Bloc Soviéтиque, devenu la Fédération de Russie en 1991.

Puis, les prétentions folles des Présidents Poutine et Trump, ainsi que l'émergence de la Chine, avec sa volonté de devenir la première puissance mondiale, d'annexer Taïwan et d'autres territoires, ont bouleversé les équilibres et les convergences occidentales sont clairement devenues des divergences.

Ces faits majeurs, auxquels il faut ajouter l'imprévisibilité de la girouette Trump, avec tous les pouvoirs à sa disposition pour faire des « *deals* » et nous soumettre, nous obligent à prendre nos distances avec la tutelle américaine : elle n'est plus protectrice, de plus en plus coûteuse et elle nous empêche d'organiser notre propre défense et de mener nos propres politiques extérieures faute d'avoir une puissance militaire crédible. Cette tutelle est devenue très nocive, indecente, inepte ! Nous avons les moyens – le devoir – et l'occasion de nous comporter enfin en ADULTES RESPONSABLES.

Pour devenir la troisième Puissance Mondiale, il ne faut pas dépenser plus, il faut dépenser mieux, avec une organisation totalement différente et la volonté d'être ce que nous devrions être depuis longtemps, et que de nombreux pays attendent que nous soyons : **une Grande Puissance de Paix et d'Équilibre !**

Quand on voit les agissements de notre grande voisine de l'est au mépris de toutes les conventions internationales, il est urgent que l'Union et sa future Défense définissent des types d'interventions musclées pour apporter des réponses adaptées très rapidement à ses forfaitures. Et qu'elle les affiche, le préventif étant bien préférable au curatif, surtout dans ce domaine. Il est très dangereux pour nous tous, de la laisser faire sans réagir... ou avec de vagues sanctions, trop souvent inefficaces, et qui font de l'agresseur la victime aux yeux de nombreux pays tiers.

Poutine, comme Trump, ne connaissent et ne respectent que la FORCE.

La Moldavie, la Géorgie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Finlande, etc. seront ses prochaines cibles si nous restons les bras croisés.

En 2014, les États-Unis n'ont pas levé le petit doigt pour la Crimée, ni pour le Donbass, contrairement à leurs engagements formalisés par plusieurs traités qu'ils ont signés. Réagiraient-ils pour les États Baltes ? C'est peu probable, d'autant plus que la Russie est dotée de l'arme nucléaire.

Que serait-il advenu si la Russie avait conquis l'Ukraine en quelques jours comme elle le pensait ? Très certainement RIEN, si ce n'est quelques sanctions pour le principe... qui l'auraient encouragée à continuer ses annexions !

Il faut sortir d'urgence de notre apathie et s'assumer collectivement. Les préconisations exposées plus loin, pour la **Renaissance de l'Union** et pour **l'Organisation préconisée de sa**

Défense devront être initialisées avant d'aller négocier une nouvelle organisation de la Défense européenne avec Donald Trump, et avec le Secrétaire général de l'OTAN.

Il est aussi impératif que l'Union réalise ces préconisations pour ne pas être prise au dépourvu par des armées russes sur ses terres, comme cela a toutes les chances d'être si rien de sérieux n'est entrepris. Si c'est le cas, elle ne pourra alors que s'en prendre à elle-même, avec toutes les conséquences dramatiques qui en découlent, pour elle, pour ses membres et ses futurs membres.

Les États-Unis étaient – le sont-ils encore – prêts à s'engager contre la Chine afin de préserver l'indépendance de Taïwan, mais refusent de le faire en Ukraine contre la Russie ! Leurs raisons sont évidentes :

- L'Ukraine et l'Europe n'étant plus stratégiques pour eux, ils n'ont plus aucune raison de payer et de mourir pour une Union qui est assez grande et riche pour assurer sa propre défense !
- Ils sont actuellement dépendants des technologies taïwanaises pour leurs équipements de pointe, militaires et civils. Pour cette raison, ils ne peuvent pas accepter que Taïwan soit annexé par la Chine avant qu'ils n'aient mis fin à cette dépendance. Ce qui est en cours. Quant à la Chine, elle a trois bonnes raisons de vouloir récupérer Taïwan :
 - Annexer un territoire qu'elle considère comme chinois ;
 - S'approprier ses technologies et en priver les Occidentaux ;
 - Contrôler totalement le détroit de Taïwan et la mer de Chine, zones maritimes très stratégiques pour les pays occidentaux.

Nous vivions en paix depuis trois générations. Manifestement, les folies guerrières inqualifiables de Poutine n'ont pas sorti de leur état hypnotique nos dirigeants qui sont de la deuxième, voire de la troisième génération... ni nos peuples, hélas ! Poutine, serait-il un hypnotiseur hors pair ?

Tous les Européens doivent d'urgence se réveiller et se mettre en « *esprit de guerre* », puis s'organiser et s'armer intelligemment afin de dissuader la Russie d'attaquer ses membres les uns après les autres au lieu de l'attirer par notre passivité et nos défenses d'opérette.

Comment pouvons-nous être sourds, aveugles, inconséquents, naïfs à ce point alors que Poutine, aidé par ses despotes amis, souffle avec un grand succès sur les braises de tous les points chauds du globe ? Plus toutes les exactions pratiquées dans nos pays (incendies, sabotages, marquages antisémites, attaques cyber de nos institutions, etc.), ainsi que ses actions de désinformation sur les populations occidentales et sur celles du « *Sud Global* » pour les convaincre que leur avenir est avec la Russie et non avec ces Occidentaux « *impérialistes et dégénérés* ». Le plus invraisemblable, c'est que ça marche, y compris chez nous, alors qu'elles ne peuvent pas ignorer les horreurs pratiquées par les dictatures successives russes et chinoises, en premier lieu sur leurs propres populations !

Même en temps de paix, notre impuissance militaire nous dévalorise totalement en nous empêchant de tenir le rang qui devrait être le nôtre, comme l'a prouvé récemment « *la gifle* » que nous a administrée le gouvernement israélien lors d'une tentative de médiation entre eux et les Palestiniens. Notre seul rôle est de payer à fonds perdus puisque nous finançons les constructions, puis les destructions, puis les reconstructions, etc.

C'est sans fin, comme la détresse des populations concernées ! Un peu d'amour-propre, de réalisme, de sens de nos responsabilités, ne nous feraient pas de mal.

Alors que notre « *protecteur* » nous assassine avec ses droits de douane et nous vend ses armes – surtaxées – pour que nous les donnions aux Ukrainiens, pendant qu'en sous-main il joue la carte Poutine, chacun y va de ses hypothèses, non suivies d'actions coordonnées. Le Président Macron prêchait dans le désert pour une défense européenne à la Sorbonne en 2017. Ses propos du 26 février 2024 ont déclenché des réactions totalement irresponsables dans un contexte de guerre.

Quant aux initiatives de réarmement, elles sont incohérentes, destructrices de notre économie, et seront improductives tant qu'il n'y aura pas un **Commandement pour coordonner l'ensemble des armées de l'Union**, un **Commandement qui ait l'expérience des conflits pour organiser et mettre en ordre de bataille l'ensemble des moyens et des actions**. Il ne faut pas oublier qu'un seul État sur les vingt-sept dispose d'une armée complète et d'une réelle expérience de la guerre, expérience qui ne s'improvise pas : elle s'acquiert à l'épreuve du feu et du sang ! À ce sujet, il est intéressant de noter qu'au moins un pays, la Suède, a envoyé des troupes au Sahel pour acquérir cette expérience aux côtés des Français.

Vingt pays auraient décidé d'acheter ensemble leurs armements. Très bien, mais qu'en est-il de la complémentarité, des redondances, des oubliés ? Les fournisseurs européens seront-ils consultés et privilégiés ? La réponse est non, tout est américain et Israélien, et au prix fort !

C'est toujours le règne de l'amateurisme, la guerre étant restée une fiction pour beaucoup de responsables, et son Art une totale inconnue. Les bonnes intentions ne feront pas une armée efficace pour une guerre de haute intensité contre des Russes aguerris.

Dirigeants de l'Union : il faut d'urgence vous remettre en cause, vous unir, C'EST VITAL pour nous tous !

PROBLEMATIQUES DE NOTRE SECURITE

1. Est-il responsable et décent, en 2025, que l'Union s'en remette aux États-Unis pour assurer sa sécurité ?

La réponse est **NON, c'est totalement irresponsable et indécent !**

Pouvons-nous encore compter sur la protection américaine avec Donald Trump, Elon Musk et leurs affidés qui soutiennent les extrêmes droites et veulent nous imposer une défense à 5 % à base de matériels américains ?

Notre soumission n'a que trop duré. À 2,5 % et – en nous organisant intelligemment – nous pourrions ne plus dépendre des Américains que marginalement !

Quant à leur volonté de promouvoir les partis d'extrême droite en Europe, le jour où ceux-ci deviendront majoritaires, il n'y aura plus d'Union ! C'est exactement ce que souhaitent notre « *versatile allié et protecteur* », et notre « *ennemi russe* », « *son ami* » !

Mon Dieu, gardez-moi de mes amis... et de mon aveuglement !

La Russie, aux multiples richesses inexploitées, offre un potentiel de « *deals* » illimité, contrairement à notre Europe, détestée par Donald Trump et par quelques autres. **Un renversement d'alliance est envisageable de sa part, avec un scénario dramatique pour nous. Deal 1 en cours : il vend à l'Europe des F35 et assimilés. Deals suivants : il neutralise nos F35 pour que la Russie puisse nous attaquer et les États-Unis exploiter ses richesses. Souvenons-nous des sous-marins australiens sous Biden.**

2. Pouvons-nous avoir une défense autonome et sûre avec des armements en provenance de l'étranger ? La réponse est **NON** !

Le point fondamental d'un armement est sa propriété intellectuelle, qui appartient à son concepteur, ce qui implique qu'il soit conçu par une société européenne.

Cet aspect est ignoré par une majorité de nos dirigeants alors qu'ils ont l'exemple de l'Ukraine, victime de restrictions d'usage d'armes américaines et d'une interdiction suisse.

3. Pouvons-nous avoir une défense efficace avec vingt-sept armées indépendantes ?

La réponse est **vingt-sept fois NON !**

Si « *l'union fait la force* », a contrario la non-union, pire la désunion actuelle, engendrent faiblesse et gaspillages.

D'après la légende rapportée par Tite-Live, une guerre meurtrière eut lieu entre les habitants de Rome et ceux d'Albe-la-Longue. Pour mettre fin à ce conflit, les chefs des deux peuples conclurent un accord : trois frères défendront leur ville, les Horace pour Rome et les Curiace pour Albe. Tite-Live raconte :

Phase I du combat : deux morts chez les Horace, trois blessés chez les Curiace.

Phase II : l'Horace, se retrouvant seul face à trois adversaires, feignit de s'enfuir. Les Curiace le poursuivirent mais, ce faisant, se désunirent. Alors l'Horace s'arrêta, se retourna, alla au-devant du premier Curiace et le tua. Puis, il rejoignit le deuxième et le tua. Enfin le troisième, épuisé, fut tué comme ses frères. C'est ainsi que Rome fut déclarée victorieuse !

Cette référence, certes très ancienne, permet de montrer qu'en cas d'attaque de l'un des membres de l'Union, avec nos armées dispersées, indépendantes, non coordonnées, la plupart petites ou inaptes au combat, soumises aux décisions de leurs instances gouvernementales, nous serions à coup sûr les Curiace devant l'Horace russe !

Un autre exemple, très actuel, confirme : la lumière d'une ampoule électrique résulte de mouvements désordonnés de particules dans le filament mis sous tension. En ordonnant ces mouvements, avec la même énergie dépensée, on obtient des rayons laser aux performances sidérantes !

Aussi est-il urgent et vital que l'Union dispose – enfin – d'une vraie **Défense autonome, équipée d'armes européennes et d'un Commandement unique**.

Au lieu de cela, que se passe-t-il actuellement ? *Challenges n° 860 – 30 janvier 2025* :

« **Les Vingt-Sept se déchirent sur les achats d'armements** : le projet de règlement Edip visait à développer l'approvisionnement auprès de groupes européens. Il provoque une guerre de coulisses terrible entre États membres. »

Pendant que les pays se déchirent, il ne se passe rien et notre défense reste soumise aux chantages du Président américain qui pourra jouer avec les restrictions d'utilisation de nos armes américaines au gré de ses « *deals* » avec la Russie, notamment.

4. Pourrions-nous avoir une défense autonome à court terme ?

Pour moi, la réponse est **OUI**, à condition que la Commission en prenne l'initiative.

Il ne faut surtout pas partir d'une page blanche car ce serait l'échec assuré. Il faut partir de l'existant, puis l'organiser rationnellement !

L'Union a en son sein l'armée française, qui est la seule à être opérationnelle et aguerrie, à couvrir l'ensemble des domaines militaires, disposant d'une force de dissuasion nucléaire crédible et autonome, et à être équipée en matériels européens pour l'essentiel. Certes, elle n'est ni conçue ni équipée pour des combats de haute intensité et de longue durée. Mais,

avec les moyens dont disposent les autres armées, l'ensemble étant sous un **Commandement Commun**, nous aurions déjà de quoi tenir à distance l'armée russe.

5. L'Union doit se doter de tous les attributs d'une Grande Puissance Militaire...

pour s'imposer dans ce monde qui ne respecte que la force ; pour ne plus être méprisée et vulnérable ; pour être une voix qui compte sur le plan international ; pour cesser d'être la « vache à lait » des conflits non résolus... qui, avec le temps, deviennent inextricables et dont la responsabilité est systématiquement attribuée aux Occidentaux !

Un beau défi – réaliste – pour 2026, nécessité faisant loi, à un moment où la Russie sera affaiblie par quatre années de guerre en Ukraine, ses morts et blessés graves, son exode de cerveaux, son manque très important de main-d'œuvre, etc.

6. ... Pour sécuriser la paix !

Les choses étant ce qu'elles sont, si nous voulons rester en paix, nous n'avons qu'une seule possibilité : avoir notre propre défense et d'un très haut niveau. Pour ce faire, nous devons mettre sur pied une organisation totalement différente de l'actuelle et obliger les pays les plus riches de l'Union à contribuer à la défense commune, au moins financièrement.

7. L'Union doit investir dans les secteurs militaires, dans le spatial, dans la recherche, dans les technologies d'avenir :

Elle doit multiplier les coopérations européennes du type « Airbus », devenu le n° 1 mondial de l'aviation civile. Nous avons encore de nombreux domaines d'excellence, notamment dans les secteurs de la défense, et une dissuasion nucléaire d'un très bon niveau... encore faudrait-il mobiliser tous ces potentiels, les développer, les financer ... croire enfin en Nous et devenir Adultes !

8. Les États-Majors des pays de l'Union doivent totalement reconstruire les doctrines militaires héritées du siècle dernier.

Quand on a vu l'hécatombe des chars et des véhicules blindés russes détruits par de simples petits drones ukrainiens, faut-il encore avoir de tels matériels ? Et ceci, n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Tout est à réinventer dans tous les domaines, et en premier lieu dans le domaine militaire et, pour cela, nous avons la chance d'avoir les Ukrainiens comme exemple et partenaires pour nous conseiller et nous aider.

9. L'Union peut et doit rattraper son retard.

C'est d'autant plus important et intéressant pour l'Europe qu'elle pourrait rattraper son retard à moindres coûts, les drones devant permettre de se passer de certains gros équipements, chars ou autres, ou d'en avoir beaucoup moins. Mais là aussi, il faut une démarche commune et non chacun dans son coin ! Et écouter les militaires expérimentés !

10. L'Union doit repenser l'organisation et le management des Projets !

Pour nos équipements du futur, il faut ne faire appel qu'à des entreprises expérimentées dans les domaines concernés, et que la plus performante d'entre elles soit chef de projet. Et, des technologies qui évoluent très vite, il faut un management réactif, ouvert, se remettant en cause régulièrement, afin qui soit à la pointe des technologies connues.

NUCLEAIRE : ARME DE CONQUETE...

Le nucléaire est une arme de dissuasion pour les Démocraties qui en sont dotées. Il est une arme de conquête pour les Autocraties dotées... sans avoir à l'utiliser !

De dissuasion en ultime recours... mais la guerre continue à se faire avec les armes conventionnelles, que l'on dispose, ou pas, de l'arme nucléaire.

Un thème de réflexion pour les Stratèges occidentaux qui feraient bien de passer outre au plus vite aux chantages russes s'ils ne veulent pas offrir les Démocraties aux Autocraties.

CITATIONS

Je souhaite faire référence à cinq articles de « *The Economist* » parus dans la revue Challenges, n° 857 du 9 janvier 2025.

1. « Ukraine : Triste fin de partie

Faute d'aide suffisante, Kiev est trop faible pour négocier une paix juste. »

2. « L'Europe veut la paix ? Qu'elle se prépare à la guerre !

Mais aucun grand pays n'y semble prêt. Le seul moyen pour l'ours russe de retrouver son statut de grande puissance est de détruire l'OTAN, l'UE et la crédibilité des démocraties. »

3. « À l'Europe de forger son destin

Va-t-elle s'accrocher à l'Amérique, faire cavalier seul ou le gros dos ? En perspective un nouveau rideau de fer si la “*paix trumpiste*” favorise Poutine. »

4. « Aux armes, Européens !

Le conflit en Ukraine stimule l'investissement dans les entreprises de défense du Vieux Continent. »

5. « Le déclin de la dissuasion américaine

Le décalage entre l'instabilité mondiale et la puissance américaine deviendra flagrant.

Les tendances isolationnistes de Trump l'empêcheront de restaurer la puissance américaine sur le long terme. »

En conclusion à ce bien triste bilan, et en introduction aux préconisations qui vont suivre, je vais citer le début de la conclusion du livre « *Vers la Guerre ?* », chez Plon, de Sébastien Lecornu, Ministre des Armées à l'époque, dont je recommande la lecture. Il m'a largement conforté dans mes convictions, mais je précise que je l'ai lu après avoir écrit mes essais.

« Nous ne sommes plus en paix.

Lucidement, nous devons nous appliquer à regarder en face le monde lourd de périls et de menaces. L'Iran poursuivra sa stratégie de déstabilisation et maintiendra, avec la Corée du Nord, sa volonté de prolifération nucléaire. La Chine poursuivra son agenda de puissance et posera des défis de sécurité majeurs, notamment avec Taïwan, mais aussi dans la

compétition amorcée avec les États-Unis. Le Moyen-Orient connaît un des pics de tension les plus graves depuis 1948, avec un risque permanent de régionalisation du conflit. Les réseaux terroristes islamistes n'ont non seulement pas disparu, mais ils se réorganisent dans plusieurs régions du monde.

Quant à la Russie, c'est bien elle qui nous a choisis comme adversaires. Le système politique construit autour de Vladimir Poutine a désormais besoin de l'Occident comme ennemi pour tenir sa dialectique interne, et sa stratégie d'influence externe, y compris vis-à-vis des pays en développement. La guerre en Ukraine aura certes affaibli la Russie, lui créant des dépendances avec la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran. Mais, comme pour une bête affaiblie, cette situation aura pour effet de la fixer assez durablement dans une posture dangereuse. Malgré la Géorgie, la Crimée, l'invasion de l'Ukraine, le chantage nucléaire, les ingérences agressives et les attaques cyber, certains esprits continuent de nier l'immense enjeu de sécurité que pose à l'Europe l'actuel régime du Kremlin. Il est vrai qu'on trouvait encore dans les médias, début 2022, des commentaires pour nous dire que la Russie massait ses soldats à la frontière pour un simple entraînement ! Nous aurons toujours des esprits faibles ou mal intentionnés pour nous conseiller de caresser la gueule du loup, en espérant le raisonner. Les dirigeants des États autoritaires nous ont appris pourtant qu'ils disent ce qu'ils vont faire, et font effectivement ce qu'ils avaient dit.

La menace est durable, au-delà même de l'issue de la guerre en Ukraine. Il faut nous y préparer et apprendre à tenir ce rapport de force qui s'impose à nous, ce qui n'obéit en rien à une logique escalatoire. [...] »

L'Union actuelle est désespérante... mais sa situation n'est pas encore désespérée... si elle se réinvente très rapidement pour devenir une puissance militaire avec un authentique Président qui incarne l'Union et puisse être l'égal de Trump, de Poutine, de Xi Jinping.

Quant à l'Ukraine, n'est-il pas inouï que l'**Agresseur**, récidiviste qui plus est, prétende imposer une démilitarisation de l'**Agressé**, pour accepter un cessez-le-feu puis un accord de paix ? Ce serait lui apporter l'Ukraine sur un plateau ! Le Président américain ira-t-il jusque-là pour « son ami » Poutine et ses intérêts personnels... ?

J'ose espérer que les principaux pays européens n'accepteront pas une capitulation obligée de l'Ukraine, et qu'ils lui donneront les moyens de continuer le combat dans de meilleures conditions... Mais cela impose une véritable « *Révolution* » de l'Union

Dans l'essai « Vitale Europe » paru en octobre 2019, j'évoquais le sujet de notre Sécurité. Déjà, les messages envoyés par Washington et Moscou étaient clairs, mais ils n'avaient nullement ébranlé l'insouciance, l'inconséquence, la naïveté des dirigeants européens !

Aujourd'hui, fin 2025, quelques pays se sont réveillés et... improvisent !

- Oui, ils s'arment, mais avec des armes étrangères et sans se coordonner entre eux ;
- Non, ils veulent coûte que coûte maintenir leur soumission aux États-Unis, une conviction très partagée étant que seuls les États-Unis peuvent assurer notre défense, ou qu'il faudrait des années et dépenser des sommes considérables pour y parvenir sans eux !

Effectivement, que peut faire une Union qui a :

Un PIB de 18 000 milliards face à 2 100 ? Rapport 9 à 1 !

Une population de 450 millions face à 145 ? Rapport 3 à 1 !

Un budget militaire de 400 milliards face à une centaine ? Rapport 4 à 1 !

Surprenant pour qui découvrirait cette comparaison, d'autant plus que notre budget est du même ordre que celui de la Chine qui veut rattraper les États-Unis et leur tenir tête !

Je conteste formellement cette conviction et je vais suggérer une organisation qui devrait permettre à l'Union de se doter, en un an et à budget constant, d'une défense autonome d'un haut niveau ! Restera à investir d'une façon urgente et pertinente dans nos tissus industriels pour que nos armes soient de plus en plus européennes et performantes.

Les principaux obstacles que l'Union et sa Défense doivent surmonter sont :

1. Une absence de maturité politique – et militaire –, de vision, de volonté, pour assumer notre destin et nous libérer de la tutelle américaine, infantilisante, paralysante, mortifère... et de plus en plus hypothétique et hypocrite.
2. Une organisation figée, qui se cramponne encore à un Occident en paix et à une protection américaine, qui ne sont plus, ni l'un ni l'autre. Le poison du déni !
Les dangers majeurs viennent de l'Est, comme la plupart de nos nouveaux et futurs membres, tous victimes des Soviétiques et prochaines cibles de Poutine...
3. Une insouciance et un nombrilisme largement partagés qui nous empêchent de nous unir, de nous organiser, de nous assumer, pour avoir la capacité de nous opposer aux folles prétentions, notamment territoriales, de ceux qui veulent la mort de l'Union.
4. Vingt-sept principautés indépendantes qui *tirent la couverture à elles* : dans le contexte actuel, c'est la fin programmée de notre Union, de nos libertés, de nos modes de vie, de notre indépendance, de la paix !
5. Compter sur les États-Unis et sur l'OTAN sous leur commandement, alors que leur Président nous est très hostile, qu'il est une vraie girouette, et qu'il a des relations ambiguës avec le Président russe.
6. Compter sur vingt-sept armées indépendantes, non coordonnées, sans un État-Major commun ! Quelle serait la puissance des États-Unis et de l'OTAN s'ils disposaient, comme nous, de dizaines armées totalement indépendantes, et sans un État-major commun ?
7. Dépenser 400 milliards par an, dont 300 partent à l'étranger aux mépris des industries de défense européenne. Nos économies, déjà quasiment atones, ne peuvent supporter de telles hémorragies ! Et il n'y pas de puissance militaire qui n'ait ses propres industries d'armement.
8. Dépendre d'autorisations étrangères pour nos armes principales est une aberration.
9. Confondre « court terme » et « long terme ». La nécessité de doter l'Union et l'Europe libre d'une Défense autonome n'est pas un projet à long terme, mais à court terme, et même à très court terme, ce qui implique de faire avec ce dont nous disposons déjà pour nous mettre

à l'abris d'une Russie quelque peu affaiblie mais très vindicative et qui se réarme à grande vitesse, sans oublier que nous devons aussi aider l'Ukraine en difficulté pour résister aux Russes.

Nous sommes dans l'urgence et non dans des rêves qui ne pourraient aboutir que dans une, voire plusieurs, décennies et en ayant toujours une organisation totalement inadaptée qui nous conduira tout droit à l'échec, à la défaite !

POUTINE NE CRAINT PAS NOTRE DEFENSE !

Le « Plan russe-américain pour l'Ukraine » donne l'opinion des Russes sur notre défense. La mesure 11 dit :

« L'Ukraine est éligible à l'adhésion à l'Union européenne et bénéficiera d'un accès préférentiel à court terme au marché européen pendant que cette question est à l'étude. »

Après la mesure 7 qui interdit formellement une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN !

Manifestement, ils ne craignent pas – et à raison – les vingt-sept armées de l'Union... qui seront parfaites pour lui permettre de conquérir nos États les uns après les autres !

Ce Plan montre aussi le mépris pour notre Union des Russes et des Américains.

Qui sont nos ennemis potentiels ? Les Grandes Puissances militaires qui se moquent des traités internationaux : Russie, Chine, États-Unis...

À cause d'eux, mais aussi pour notre rôle et notre crédibilité au niveau international, nous devons absolument devenir le plus rapidement possible une **Grande Puissance Militaire et donc, forcément, avoir une ARMÉE COMMUNE.**

Comme aucun des pays de l'Union ne peut s'offrir une armée capable de dissuader la Russie de l'attaquer, pourquoi dépenser des centaines de milliards pour des achats d'armes à l'étranger qui appauvrisse gravement l'Union afin d'avoir une armée à soi et un de plus en plus hypothétique « parapluie américain » ? Vingt-sept armées coûtent infiniment plus cher qu'une armée commune... et pour un résultat NUL !

... Mais elles nous permettraient de renouer avec les guerres entre nous !

Pourquoi irions-nous mourir pour défendre un pays de l'Union qui aura refusé de participer à une « OTAN Européenne » comme définie plus loin ? Et plus encore la dissuasion nucléaire française : à quel titre la France irait-elle risquer de se voir rayée de la carte pour défendre des pays qui veulent avoir leur propre défense et qui s'arment à l'étranger ?

La Première vraie Dissuasion est celle des armes conventionnelles.

Notre Défense est confondante d'absurdité et d'irresponsabilité !!!

Ce Plan russe-américain montre – une fois de plus – que l'Europe est totalement hors-jeu par sa seule faute. Honte à ses dirigeants !

Être hors-jeu pourrait être un choix de ... retraité, mais qu'y a-t-il après la retraite ?

C'est, à brève échéance, la mort de l'Union ! Bel héritage pour nos descendances !

L'objet des pages qui suivent est de donner des clés pour avoir rapidement une Défense commune et autonome puissante avec une organisation appropriée afin de résister à l'agressivité des nombreux prédateurs... et d'être RESPECTÉS et RESPECTABLES !

Pour une Renaissance de l'Union

« *L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire.* » Henri Bergson

« *On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré.* »

Albert Einstein

L'Union et l'environnement international étant radicalement différents de ce qu'ils étaient à l'époque des Traités de Rome (1957) et de Maastricht (1992), l'Union est condamnée à se réinventer et à avoir un authentique gouvernement, avec un Président qui l'incarne, afin de définir des politiques qui s'imposeront à tous les membres, et que les décisions qui la concernent, ou l'impliquent, soient prises à Bruxelles et non imposées par Washington, Moscou ou Pékin ! *Elle ne peut plus être une « Auberge espagnole » inféodée à des Américains de moins en moins fiables, et à la merci des nouveaux « Empires ».*

Les Responsables, désignés pour cinq ans, et opérationnels depuis janvier 2025, doivent concevoir de nouvelles organisations à soumettre à un référendum paneuropéen. L'Union est face à son destin, qui est aussi celui des vingt-sept pays qui la composent.

2026 doit être l'année de son Réveil, de son Émancipation, de sa Renaissance :

- Soit, elle continue d'être le paillasson du monde et la proie facile de Poutine, de Xi Jinping, de Trump, de Vance, alors notre civilisation rejoindra dans les livres d'histoire les grandes civilisations disparues.
- Soit, elle prend conscience que nous valons mieux que ces renoncements et que, vis-à-vis de nos descendances, nous devons nous comporter en adultes responsables. Cette option implique des changements radicaux dans les Institutions de l'Union pour qu'elle devienne maîtresse de son destin et ne soit plus résignée, soumise, méprisée ! Et ce n'est pas une question d'argent, seulement une question d'organisation, de volonté, d'amour-propre !

« *L'union fait la force* » dit le proverbe... à condition que chacun respecte les autres, coopère et se coordonne avec eux. Dans notre Union, il ne doit plus y avoir du « *chacun pour soi* ». Tous les pays appartiennent à une même équipe, chacun avec ses points forts et ses points faibles, et l'on doit en priorité s'appuyer sur les points forts, l'efficacité étant primordiale.

Que pèse chacune de nos petites nations face aux mastodontes qui dominent le monde ? Rien, ou si peu ! Seule notre Union sera en mesure de leur tenir tête, encore faut-il que nous le voulions, que nous nous en donnions les moyens, que nous agissions très vite et ensemble ! Sinon, quel est l'intérêt de cette Union si chacun y joue sa propre partition ?

À vingt-sept pays, tous très différents les uns des autres, mais complémentaires, cette Union doit avoir maintenant pour but principal de préserver la survie de notre civilisation, de nos identités, de nos libertés, de nos niveaux et modes de vie, dans un monde très hostile où les autoronomies et les ploutocraties étendent leurs emprises basées sur la dictature, la corruption, le mensonge, la violence, la domination, l'appropriation, la privation des libertés fondamentales !

Pour toutes ces raisons, outre les guerres en Ukraine et en Palestine, notamment, nos Dirigeants ont de très lourdes responsabilités qu'ils doivent impérativement assumer au plus vite en ayant, chevillé à l'esprit, que nous sommes en situation de guerre.

REFONDATIONS PRECONISEES

Pour son indispensable **Renaissance**, l'Union doit prendre, notamment, dix décisions très importantes :

1. **Se doter d'un Comité de Direction** composé de six pays, trois de l'Ouest, trois de l'Est pour remplacer le duo Franco-Allemand, totalement occidental et anachronique.
2. **Répartir les pays dans quatre Cercles concentriques** selon leur niveau d'adhésion, pour remédier aux difficultés que rencontre l'Union dans son fonctionnement et son évolution :
 - **Le Premier Cercle**, central, regroupera les pays de l'Union qui respectent les valeurs et les règles de l'Union. Ils formeront la « **Fédération de Nations démocratiques d'Europe** ». Adhésion à 100 % ;
 - **Le Deuxième Cercle** regroupera les membres qui ne respectent pas toutes les valeurs et toutes les règles, ou qui mènent une politique trop personnelle, ainsi que les pays associés, comme la Norvège : adhésion à 75 %.
Il pourrait être aussi le sas d'entrée des nouveaux membres.
 - **Le Troisième Cercle** regroupera les pays candidats ayant entamé leur processus d'adhésion. Adhésion à 50 %.
 - **Le Quatrième Cercle** regroupera les candidats potentiels. Adhésion à 25 %.
Ces pourcentages sont une façon simple de donner une idée d'un degré d'appartenance à l'Union et d'indiquer, à la Russie en premier lieu, le périmètre de notre « **Famille européenne** ». **Et rappeler à M. Poutine que tous ces pays ont librement choisi de rejoindre l'Union**. Jusqu'à présent, les postulants sont face à eux-mêmes et aux dénigrements russes. Les décisions les plus importantes devront être prises à une majorité renforcée par les pays du Premier Cercle. **L'unanimité et le droit de véto sont supprimés**, car l'Union étant une démocratie, un pays ne peut pas y faire la loi ! Les pays des autres Cercles pourront être consultés pour des questions d'ordre général : voir plus loin comment.
Les pays des quatre cercles, qui constituent la **Famille Européenne**, devront être protégés par la Défense de l'Union des attaques extérieures.
3. **Supprimer les Présidences tournantes du Conseil**. À six, elles pouvaient s'admettre. À vingt-sept, elles sont pour le moins saugrenues pour ne pas dire folkloriques et inefficaces. Une présidence par un pays en opposition frontale avec les grands principes qui fondent l'Union est surréaliste... « *L'Europe : quel numéro de téléphone ?* »
4. **Supprimer la règle « un membre, un commissaire »**. Être Commissaire est une fonction hautement responsable qui implique de réelles compétences, de l'expérience, du poids politique. Chaque pays pourrait proposer un à trois personnalités, parmi lesquelles le Comité de Direction, le Président de la Commission et le Parlement choisirraient les Commissaires et d'éventuels adjoints.
La Commission, l'Exécutif de l'Union, doit être formée d'une équipe performante et pertinente : elle a besoin de Commissaires pour des postes bien définis, avec parfois des adjoints, mais elle ne doit plus avoir des postes de complaisance. Vingt-sept postes aujourd'hui, plus de trente demain, ça n'est pas sérieux.

5. **Limiter à 3, voire à 5, les langues officielles** : Vingt-quatre, bientôt trente et plus... langues officielles, c'est totalement ridicule, surtout de nos jours. Les langues maternelles ou pratiquées dans l'Union sont, dans l'ordre : l'Anglais – l'Allemand – le Français – l'Italien – l'Espagnol. Toutes les autres sont totalement marginales, parlées ou pratiquées à moins de 5 %. Quant aux langues régionales, toute demande doit être refusée d'office.
6. **Avoir un organigramme clair** avec des niveaux hiérarchiques bien définis. L'actuel, pour l'Européen moyen et pour les étrangers est flou, voire énigmatique, mal incarné et les principaux responsables sont peu ou pas connus et donnent l'impression que leur poste est honorifique. Il devrait être composé d'un Président, nommé par le Comité de Direction, le Conseil et le Parlement, d'un Premier ministre (la Présidence de la Commission), de Ministres (les Commissaires), d'un Parlement et d'une **Chambre Haute**.

Le Président devrait avoir une forte personnalité, du charisme, de vrais pouvoirs, plus proches de ceux du Président Français que de ceux de son homologue Allemand, car il devra représenter l'Union dans les instances internationales et jouer un rôle important dans la gouvernance de l'Union. Il devra, notamment, présider les Comités de Direction et de Défense, définis plus loin. C'est lui qui sera en première ligne en cas de guerre.

L'Union représente un ensemble de pays, mais n'a pas de territoire propre. Si, à l'image de l'Église catholique, elle avait un « *Vatican* », son Président serait un chef d'État comme les autres. Pour ce faire, Bruxelles et/ou Strasbourg pourraient-elles céder ou louer à l'Union un district pour 1 € symbolique ?

7. **Créer une Chambre Haute** : Je suggère que les Sénats nationaux participent à cette Chambre Haute européenne afin de mettre en œuvre une coopération approfondie entre l'Union, les pays et leurs territoires, pour déboucher sur une réelle communauté de destin, et une meilleure compréhension réciproque. Chaque délégation transcrirait les directives européennes et assurerait l'interface avec leur pays et leurs territoires. Le mode de désignation des représentants pourrait être laissé au choix des pays, et leur renouvellement devrait s'effectuer à mi-mandat des députés pour amortir les vagues politiques.
Cette Chambre devrait être installée à Strasbourg, ce qui permettrait de renvoyer les euro-députés à Bruxelles, pour réduire leurs coûts de fonctionnement et améliorer leur efficacité.
L'idée serait d'avoir un pôle de décision et d'action à Bruxelles et, à Strasbourg, un pôle de contrôle et de réflexion, en relation avec le Commissaire au Plan, les Comités de Direction et de Défense, sur les stratégies à envisager pour les années à venir.
8. **Devenir une Fédération de Nations**, préconisée par Jacques Delors, avec une gouvernance proche de celle d'un État Fédéral afin de bien coordonner les politiques des membres pour éviter les cacophonies actuelles. Le but serait aussi que les pays de l'Union restent membres des organisations internationales pour peser sur les votes.
9. **Instituer des Référendums paneuropéens** : Cette Renaissance de l'Union devrait être soumise, non pas aux vingt-sept pays, mais aux Européens eux-mêmes, c'est-à-dire à un scrutin unique avec un résultat global qui s'appliquerait à tous, en sachant que les pays qui seraient ostensiblement contre cette nouvelle organisation seraient conduits à passer dans le Deuxième Cercle, ou à quitter l'Union.

10. Faire respecter les Valeurs et les Règles de l’Union par tous les Pays du Premier Cercle.

Les dissidents devraient être rappelés à l’ordre et, s’ils persévérent, ils seraient renvoyés dans le Deuxième Cercle. À l’image de nos pays qui sont gouvernés par une majorité, les oppositions ne jouant qu’un rôle très secondaire dans la gouvernance.

L’idée est que les orientations politiques des gouvernements des pays étant changeantes, il faut éviter les décisions définitives, à l’exemple de la Pologne qui aurait été mise dans le Deuxième Cercle, et serait revenue dans le Premier à la suite de ses élections de 2023.

Note : les Organisations préconisées ont pour but principal d’établir des règles du jeu pour former une équipe solidaire de vingt-sept pays interdépendants, afin que cette Union continue d’exister, et puisse peser sur les plans économique, politique, militaire, éthique, au sein d’un monde de plus en plus chaotique et terrifiant.

Elles devraient servir de canevas aux organisations à mettre en place, car il est plus facile et plus rapide de peaufiner un modèle que de partir d’une page blanche, surtout quand on est nombreux à y participer, ici les membres du Comité de Direction, là les Vingt-Sept.

COMITE DE DIRECTION

La France et l’Allemagne étaient le « *moteur* » de l’Union... quand elles s’entendaient !

L’attaque de l’Ukraine par la Russie a fait prendre conscience que ce duo était périmé et que ce « *moteur* », aux pannes fréquentes, devait inclure des pays de l’Est. À l’origine, notre Union n’était composée que de pays de l’ouest de l’Europe, assez homogènes, qui regardaient la Russie avec bienveillance, par naïveté, myopie et intérêts mal compris.

Aujourd’hui, onze pays issus du glacis soviétique nous ont rejoints, plus trois qui en sont voisins. Neuf, issus de ce même glacis, sont candidats. Leurs vécus soviétiques les ont rendus bien moins complaisants à l’égard d’une Russie dirigée maintenant par un chef mafieux, illuminé, totalement corrompu, n’ayant que mépris pour ses propres populations, et plus encore pour celles des autres pays. Et ce ne sont pas ses interventions en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie, en Ukraine, en Afrique... et ses vues sur toutes les anciennes possessions soviétiques ou tsaristes qui pourraient les amener à de meilleurs sentiments à son égard. Ni les conditions de vie dans la Russie profonde, ni ses solutions expéditives à l’égard de ses opposants et des concurrents potentiels. L’URSS était porteuse d’une idéologie. Poutine est porteur de fantasmes...

D’où la nécessité d’avoir un Comité de Direction, composé de trois pays issus de ce glacis et de trois de l’Ouest, qui jouerait le rôle du Directoire d’une société anonyme.

En complément, en raison du nombre et de la grande disparité des pays : taille, proximité de la Russie, niveau de développement, etc. l’Union doit définir cinq (ou six) zones géographiques pour regrouper les pays des quatre Cercles ayant des problématiques proches. Pour prendre un exemple, celles des pays du sud sont très différentes de celles des pays du nord, face à la Russie. Pour être concret, j’ai défini cinq zones qui seront représentées au Comité de Direction par le pays principal du Premier cercle, le but étant que le Comité reflète bien l’ensemble des territoires de l’Union avec leurs problématiques propres, et que tous soient représentés.

Le Comité aura pour missions d’analyser les évolutions du monde, de réfléchir au fonctionnement de l’Union, à son organisation, au futur en lien avec les services du Plan, de la Défense et de la Chambre Haute ; de proposer des projets de décisions, de superviser la mise en œuvre de celles qui auront été prises, afin de veiller à leur cohérence, à leur pertinence et à leur respect. Il interviendra donc en amont des processus de décision, et en aval dans les domaines importants pour l’Union et son avenir.

Il devra aussi agir afin que les vingt-sept États soient solidaires entre eux, fassent « Nation », pensent prioritairement « Union ». C'est fondamental pour sa pérennité et son rôle dans le monde. Quant aux cinq membres qui représenteront une zone, ils devront être proches des pays de leur zone, les réunir régulièrement pour faire remonter les idées et les doléances, et les informer des décisions en gestation. Aussi, pour aider les postulants dans leurs progressions en vue de leur adhésion, et leur donner le sentiment qu'ils appartiennent à la Famille européenne.

Le Comité de Direction, présidé par le Président de l'Union, rendra des comptes aux pays membres lors des réunions du Conseil, Conseil conservé dans cette nouvelle organisation.

La participation de voisins de la Russie dans ce Comité, outre sa légitimité, est fondamentale pour le rendre pertinent et donner à tous les pays le sentiment d'être, enfin, membres de la Famille. Elle est aussi indispensable pour unir et renforcer l'Union, pour définir des comportements responsables et fermes à l'égard de la Russie, et pour faciliter la création d'une réelle Défense de l'Europe, autonome, sans tutelle américaine, telle qu'elle est présentée plus loin.

Ce **Comité de Direction** devrait être créé très vite, car il peut être informel, au moins dans un premier temps, comme l'est le duo Franco-Allemand. Il réunirait régulièrement les ministres chargés de l'Europe des pays concernés, assistés de leurs spécialistes des questions à l'ordre du jour. Il est le premier étage – fondamental – de la **Renaissance de l'Union**. Il devrait rendre plus naturelles les étapes suivantes et souder l'Union. Sa création relève, je pense, d'une simple décision du Conseil, facile à adopter, car sa création est d'une évidente logique et nécessité.

ZONES GEOGRAPHIQUES SUGGEREES

1. **Baltique** : 110 mH (Millions d'habitants)

Pologne – Suède – Finlande – Estonie – Lettonie – Lituanie – Danemark – *Ukraine*.

2. **Centre** : 136 mH

Allemagne – Pays-Bas – Autriche – Slovaquie – Tchéquie – Hongrie.

3. **Sud-Est** : 45 mH

Roumanie – Bulgarie – *Géorgie* – *Kosovo* – Moldavie – Macédoine du Nord – Serbie.

4. **Méditerranée – Adriatique** : 84 mH

Italie – Malte – Grèce – Chypre – Croatie – Slovénie – *Albanie* – *Bosnie Herzégovine* – Monténégro.

5. **Atlantique** : 143 mH

France – Espagne – Portugal – Irlande – Luxembourg – Belgique.

Les membres du Comité de Direction sont en gras et les pays candidats sont en italique : Allemagne, France, Italie pour l'Ouest, Pologne, Roumanie, plus un pays Nordique ou Balte pour l'Est.

Les six pays de ce Comité de Direction, comme de celui de Défense, représentaient en 2022, plus de 60 % de la population et du PIB, et plus de 55 % des contributions à la Défense.

Dès la création des Comités, je recommande fortement que l’Ukraine soit invitée régulièrement aux Comités de Défense (à suivre), et aux Comités de Direction quand les problèmes de défense y seront débattus, car elle est la seule à avoir l’expérience de la guerre de haute intensité actuelle et de la mise en œuvre, avec quel talent et si peu de moyens, des techniques nouvelles (drones aériens, marins et sous-marins, défense antiaérienne, adaptations et créations d’engins balistiques, etc.).

Sur l’aspect Défense, dans l’optique d’attaques russes, l’Allemagne (Zone 2), devrait être très proche de la Pologne (Zone 1) et de la Roumanie (Zone 3). Celle-ci proche aussi de l’Italie (Zone 4).

Quant à la France (Zone 5), elle devra être en relation étroite avec l’Italie pour la Méditerranée et avec les Partenaires associés à notre Défense, dont le Royaume Uni….

Population des vingt-sept Membres : 447,280 millions d’habitants en 2022 :

Allemagne	83,160	Bulgarie	6,840
France	67,800	Danemark	5,870
Italie	58,980	Finlande	5,540
Espagne	47,430	Slovaquie	5,340
Pologne	37,800	Irlande	5,060
Roumanie	19,190	Croatie	3,880
Pays-Bas	17,810	Lituanie	2,800
Belgique	11,550	Slovénie	2,110
Grèce	10,710	Lettonie	1,880
Tchéquie	10,700	Estonie	1,330
Suède	10,450	Chypre	0,900
Portugal	10,300	Luxembourg	0,630
Hongrie	9,730	Malte	0,510
Autriche	8,980		

PRINCIPE DU « RETOUR GEOGRAPHIQUE »

Nous sommes soumis à un environnement très concurrentiel qui évolue en permanence. Pour que l’Union et ses membres soient compétitifs il ne faut plus appliquer le Principe du « Retour géographique » dans les Recherches et Développements. Il faut sélectionner les mieux disant, c’est-à-dire les plus en pointe dans les domaines concernés. Et ne plus raisonner projet par projet, mais ensemble des projets.

Ce principe du « Retour géographique » est par ailleurs en contradiction avec la volonté de maintenir une concurrence saine interne à l’Union, volonté légitime à condition de faire preuve de discernement car elle a été dans le passé responsable de plusieurs pertes de fleurons industriels rachetés par l’étranger.

Il y a un retour géographique totalement oublié, celui des paradis fiscaux de l’Union (Irlande, Luxembourg...) : ils encaissent des impôts et taxes des GAFAM et autres pour des activités qui ont concerné tous les membres. Ne devraient-ils pas rétrocéder ces encaissements au prorata des chiffres d’affaires réalisés dans chaque pays ?

C'est d'autant plus déloyal... qu'ils participent très peu à la défense de l'Union !

LA FAMILLE EUROPEENNE

Il est indispensable que cette Union revigorée soit ressentie beaucoup plus présente par les Membres, et plus encore par les Postulants, pour qu'ils aient le sentiment d'appartenir à une Famille, et leur donner force et raisons pour repousser les pressions et les « infox » russes.

C'est une des missions des Régions : prendre en compte leurs problématiques, et les assumer.

Une autre idée pour les impliquer : les consulter quand il s'agit de problèmes généraux. J'ai réparti les pays dans quatre cercles : ne pourrait-on pas imaginer que les pays du Premier cercle aient 4 voix, ceux du Deuxième 3 voix, puis 2 voix pour ceux du Troisième et 1 voix pour ceux du Quatrième ?

Sauf erreur ou omission, ce sont trente-six pays européens qui sont concernés : la dimension a radicalement changé, comme le contexte international, ce n'est plus une Europe à six dans un monde en paix, cela mérite peut-être que notre Union l'admette et s'adapte, change de dimension : elle est la troisième population mondiale après l'Inde et la Chine !

Défense actuelle

Vingt-sept Armées indépendantes : une caricature de défense, improvisée, irréfléchie, aussi dispendieuse qu'inefficace !

Quelle serait la puissance de l'armée américaine si elle était composée de cinquante armées indépendantes, et non coordonnées, ou de l'OTAN avec trente-quatre armées autonomes ?

Les armées doivent être conçues pour la guerre, pas pour les défilés mémoriels en temps de paix. Avec nos vingt-sept armées indépendantes, dispersées, non coordonnées, la plupart inaptes au combat et, en cas d'attaque, chacune soumise aux décisions de son gouvernement et de ses parlements, nous sommes assurés d'être les Curiace de la phase II... Une ineptie !

BUDGETS MILITAIRES INIQUES

Avant d'aborder l'Organisation préconisée de la Défense de l'Union, il est nécessaire d'indiquer la part du Produit Intérieur Brut (PIB) consacré par chaque État aux dépenses militaires en 2022 et 2024 (sources OTAN / SIPRI / EUROSTAT). C'est édifiant, et montre à quel point ils sont déconnectés des réalités militaires et loin de « *faire Union, et encore moins Nation* » !

Selon les sources, les montants varient un peu mais sont dans les mêmes ordres de grandeur. 2022 est une année un peu particulière, mais ni la Covid ni les évolutions récentes ne changent fondamentalement le problème soulevé ici.

Moyenne des budgets militaires en % des PIB :	2022	2024
– Neuf pays les plus riches :	1,07 %	1,66 %
– Neuf pays du milieu :	1,55 %	1,91 %
– Neuf pays les plus pauvres :	2,16 %	2,49 %

À titre de comparaison, ceux en 2022 des principaux pays occidentaux :

– Les États-Unis :	3,52 % (811 milliards US\$)
– Le Royaume-Uni :	2,29 % (73 milliards US\$)
– La France (11 ^e PIB/tête) :	2,10 % (59 milliards US\$)
– L'Allemagne (8 ^e PIB/tête) :	1,53 % (65 milliards US\$)
– L'Italie (12 ^e PIB/tête) :	1,41 % (30 milliards US\$)

En pourcentages, les contributions des pays au PIB de l'Union (PIB), au Budget Militaire (BM) et le Rapport BM/PIB en 2022 étaient les suivants :

	PIB	BM	BM/PIB
– 9 plus riches :	48 %	41 %	0,85
– 9 du milieu :	40 %	43 %	1,075
– 9 plus pauvres :	12 %	16 %	1,33

Parmi les neuf pays les plus riches, figurent les paradis fiscaux internes à l'Union !
Un sérieux rappel à la morale et à la décence s'impose !

La règle d'une vraie Union voudrait – au minimum – que tous les pays aient le même pourcentage de leur PIB consacré à la défense. Et il me paraîtrait plus équitable de pondérer le taux de chaque pays par son indice de richesse, ce qui augmenterait la charge pour les plus riches, et la diminuerait pour les plus pauvres. Ce serait d'autant plus équitable que les combattants seront majoritairement composés de ressortissants des pays les plus pauvres, qui paieraient ainsi un fort impôt du sang en cas de guerre.

Le SIPRI, Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm, collecte les budgets militaires de tous les pays. Base 2022 : Budgets Militaires en % des PIB par ordre croissant, et Indices de Richesse des pays en Standards de Pouvoir d'Achat.

Pays	PIB/hab.	B M. %	Ind. Rich.
Irlande	82 400	0,25	3,98
Malte	36 000	0,50	1,74
Luxembourg	92 000	0,57	4,44
Autriche	44 100	0,87	2,13
Espagne	30 000	1,02	1,45
Belgique	42 500	1,12	2,05
Suède	41 800	1,19	2,02
Finlande	38 400	1,26	1,86
Slovénie	32 500	1,28	1,57
Danemark	48 000	1,41	2,32
Italie	33 700	1,41	1,63
Tchéquie	32 000	1,42	1,55
Pays-Bas	45 600	1,45	2,20
Allemagne	41 100	1,53	1,99
Portugal	27 200	1,54	1,31
Bulgarie	20 700	1,56	1,00
Hongrie	27 300	1,60	1,32
Slovaquie	23 600	1,73	1,14
Chypre	32 400	1,91	1,57
Roumanie	27 200	2,02	1,31
Lituanie	31 700	2,03	1,53
France	35 700	2,10	1,72
Pologne	27 900	2,10	1,35
Lettonie	26 100	2,27	1,26
Estonie	30 600	2,28	1,48
Croatie	25 800	2,79	1,25
Grèce	23 900	3,82	1,15

En 2022, en milliards de US\$, les principaux budgets militaires étaient : USA : 811,6 – Chine : 298,0 – Inde : 81,0 – Russie : 72,0 – Royaume-Uni : 70,0 – Allemagne : 57,8 – France : 57,0 – Italie : 34,6 – Espagne : 21,0 – Pologne : 16,8 – Pays-Bas : 15,7 ...

Tableau mis à jour le 5 mai 2025

Richesse décroissante	PIB 2023	% PIB 2023	Populat. 2023	PIB/Hab. 2023	B. M. 2022	B. M.* 2024 **	Moyenne
Luxembourg	86	0,5%	0,672	127 976	0,57	1,3	
Irlande	551	3,0%	5,344	103 106	0,25	0,2	
Danemark	407	2,2%	5,961	68 277	1,41	2,4	
Pays-Bas	1 154	6,2%	17,943	64 315	1,45	2,1	
Autriche	512	2,8%	9,159	55 901	0,87	1,0	
Suède	585	3,1%	10,552	55 440	1,19	2,1	
Belgique	645	3,5%	11,832	54 513	1,12	1,3	
Allemagne	4 526	24,3%	83,445	54 239	1,53	2,1	
Finlande	295	1,6%	5,604	52 641	1,26	2,4	1,66
France	3 052	16,4%	68,402	44 619	2,10	2,1	
Malte	22	0,1%	0,563	39 076	0,50	0,8	
Italie	2 301	12,4%	58,990	39 007	1,41	1,5	
Chypre	34	0,2%	0,934	36 403	1,91	1,8	
Espagne	1 620	8,7%	48,610	33 326	1,02	1,3	
Slovénie	69	0,4%	2,124	32 486	1,28	1,3	
Rep. Tchèq.	343	1,8%	10,901	31 465	1,42	2,1	
Estonie	41	0,2%	1,375	29 818	2,28	3,4	
Lituanie	80	0,4%	2,886	27 720	2,03	2,9	1,91
Portugal	289	1,6%	10,640	27 162	1,54	1,6	
Slovaquie	133	0,7%	5,425	24 516	1,73	2,0	
Grèce	244	1,3%	10,397	23 468	3,82	3,1	
Lettonie	42	0,2%	1,872	22 436	2,27	3,2	
Hongrie	212	1,1%	9,585	22 118	1,60	2,1	
Pologne	809	4,4%	36,621	22 091	2,10	4,1	
Croatie	84	0,5%	3,862	21 750	2,79	1,8	
Roumanie	351	1,9%	19,064	18 412	2,02	2,3	
Bulgarie	102	0,5%	6,445	15 826	1,56	2,2	2,49
	18589	100,0%	449,208	41 382	1,59	2,02	

* Budget Militaire - **Les pourcentages soulignés et en italique sont de 2023

En 2022, le budget total pour la Défense de l'Union s'élevait à **270 milliards US\$**, soit pratiquement celui de la Chine et 3,75 fois celui de la Russie ! Les coûts de celle-ci doivent y être très inférieurs aux nôtres, et elle dispose de stocks d'armes colossaux hérités de l'URSS, stocks que sa guerre contre l'Ukraine a dû largement entamer. Mais, avec un budget aussi faible – avant corruption – comment peut-elle financer ses armées, développer des armes très coûteuses et maintenir opérationnel son énorme stock de têtes nucléaires ? Mystère !

Il est aussi intéressant de noter que la moyenne d'âge des principaux concepteurs des armements les plus sophistiqués serait très élevée et que leur relève ne serait pas assurée !

Nos 270 milliards US\$ de 2022 se répartissaient en 14 % pour les onze pays d'Europe-Centrale et 86 % pour les seize de l'Europe de l'Ouest.

En 2024, le Produit Intérieur Brut des 27 était de 18 000 milliards €. 2 % consacrés au budget de la Défense auraient donné 360 milliards €, soit le budget chinois, 2,5 % en auraient donné 450, et 540 avec 3 % !

Dépenser 360 milliards ou plus et ne pas être capable d'assurer la défense de l'Union, c'est tout simplement une honte ! Quand nos plus hauts responsables réaliseront-ils le scandale financier dramatique engendré par cette situation ? Il faut d'urgence revoir toute l'organisation de la défense de l'Union qui doit impérativement devenir autonome avec un Commandement commun ? Le prochain chapitre devrait les y aider !

Et cesser d'acheter nos armes à l'étranger, ce qui détruit nos industries militaires et de hautes technologies, outre les conséquences sur le bilan économique de l'Union, et nous rend encore plus dépendants de l'étranger sur les champs de bataille... surtout quand on peut avoir des craintes légitimes sur le comportement du Président américain vis-à-vis de l'Europe versus de la Russie.

En conclusion, l'organisation militaire européenne actuelle est la pire qui puisse être imaginée... avec un budget très important pour un résultat lamentable !

Cependant, les budgets de 240 Mrds € en 2022 et de 360 en 2024 ont un côté positif : ils montrent qu'avec une organisation pertinente, nous pourrions avoir une défense très forte sans dépenser plus ! Et, en faisant contribuer les plus riches au moins autant que les plus pauvres, nous aurions encore plus ! Par ailleurs, ces dépenses en forte croissance finissent par nous assurer un fort potentiel militaire.

Si nous présentions notre volonté d'avoir une défense autonome, avec un projet tel que celui préconisé plus loin, tout en restant alliés, et avec des participations croisées dans nos organisations respectives de défense, je pense que l'opinion publique américaine ne pourrait que s'en féliciter... et ça éviterait les contentieux financiers avec leur Président.

Le changement d'organisation doit se faire très vite, à un moment où :

- Donald Trump nous impose des règles et des dépenses iniques qui ruinent nos économies, et il garde le contrôle des armes qu'il nous vend avec surtaxes. Le plus préoccupant, c'est qu'une majorité de membres de l'Union vont à « Canossa » aux dépends de l'économie de l'Union et, surtout, pour un « parapluie » de plus en plus hypothétique !
- La Russie est très occupée et affaiblie par sa guerre en Ukraine ;
- Les partis politiques extrêmes, de droite et de gauche, plus favorables à Poutine qu'à l'Union, sont encore minoritaires dans l'Union, mais pour combien de temps encore ?

Défense préconisée

CONTEXTE

La Défense de l'Union doit être organisée le plus rapidement possible, 2026/2027 étant des années de tous les dangers, car elle pourrait se retrouver seule face à Poutine, avec des Ukrainiens épuisés, de moins en moins nombreux et sous-armés !

Il est urgent que les Dirigeants de l'Union comprennent qu'il est de leur devoir absolu de transformer les plus de 360 milliards annuels en une défense pertinente, qui nous mette à l'abri des attaques russes sans avoir à faire appel à un de plus en plus hypothétique soutien américain, ou de l'OTAN. Et qu'elle nous permette d'aider les Ukrainiens à retrouver leurs frontières reconnues internationalement.

L'Europe doit se défendre elle-même ! D'autant plus que Trump, Poutine et Xi Jinping se pensent à Yalta pour se partager l'Europe et le monde !

La solution préconisée pour créer une Défense de l'Union pertinente est simple, rapide et peu coûteuse. Elle est basée d'abord sur l'inventaire de ce qui existe chez les Vingt-Sept. Par ailleurs, il s'avère que l'armée française est la seule de l'Union à couvrir l'ensemble du spectre militaire. Elle est opérationnelle, avec une hiérarchie et des troupes aguerries par l'épreuve du feu. Elle possède en propre l'arme nucléaire avec ses vecteurs, une marine nucléaire sur et sous les océans, des bases hors d'Europe. Elle dispose aussi, ce qui est primordial, des services de maintenance pour les matériels de l'avant ; des satellites, des intranets hautement sécurisés ; des services de Santé expérimentés sur les théâtres d'opérations et, à l'arrière, des hôpitaux militaires, des unités spécialisées pour traiter les victimes de traumatismes, etc.

Et, point très important, elle est principalement équipée en matériels européens, ce qui garantit son indépendance.

Le Président français, chef des Armées (françaises), a le pouvoir de les engager sans consulter son parlement. En revanche, elles ne sont pas aujourd'hui équipées pour des conflits de haute intensité de longue durée mais, n'étant pas seules, d'autres pays de l'Union pourront fournir les compléments indispensables. C'est pourquoi elles devront jouer un rôle central dans la création de la Défense de l'Union, d'autant plus qu'elles lui apporteront une certaine crédibilité, notamment auprès des militaires Américains. En d'autres termes, **les armées françaises doivent être la colonne vertébrale de l'ensemble des armées de l'Union.**

Les moyens dont disposent les autres armées permettront de la muscler, tout en restant sous leurs propres commandements, eux-mêmes sous le **Commandement Commun de la Défense des Membres de l'Union, la DMU.**

La DMU pourrait être opérationnelle dans les six mois tout en continuant sa consolidation.

Dès sa création, la DMU devra recenser les armes et les munitions possédées par les Vingt-Sept en notant leur état afin de déterminer ce qu'elle devra conserver pour sa défense, et ce qu'elle pourra donner aux Ukrainiens, leur gestion globale permettant certainement de dégager des surplus et des matériels à réformer qui pourraient être utilisés en Ukraine, faute de mieux.

Il est aussi important de noter que les performances de nos armes traditionnelles sont souvent supérieures à celles des Russes, qui rencontrent de sérieuses difficultés pour obtenir certains composants des dernières technologies. Et nous avons avec nous la créativité des Ukrainiens et leur expérience d'une guerre du XXI^e siècle.

QUEL TYPE DE DEFENSE ?

L'Union pourrait envisager sa défense de trois façons :

1. Une Armée européenne ;
2. Vingt-sept armées indépendantes, comme actuellement ;
3. Vingt-sept armées sous un Commandement Commun : une « *OTAN européenne* ».

La réponse me semble évidente :

- Une armée européenne impliquerait d'être un État Fédéral. C'est un objectif trop lointain ;
- Des armées indépendantes sont une option irresponsable, coûteuse, inefficace et non dissuasive pour nos adversaires. C'est l'anarchie actuelle qui saborde nos industries de défense et de hautes technologies et qui coûte très cher pour un résultat nul !
- Reste la troisième option : Vingt-sept armées, en fait une douzaine, équipées pour combattre comme on le verra plus loin, sous un **Commandement Commun**, qui donnerait naissance à une « *OTAN européenne* » alliée, si possible, à une « *OTAN américaine* ».

Il faut bien avoir conscience qu'une armée efficiente est infiniment plus que des chars, des avions, des soldats alignés dans des casernes ou sur des champs de bataille. La « *deuxième armée du monde* » en a fait une démonstration éclatante en Ukraine en 2022. Quant aux Ukrainiens, ils sont lourdement handicapés par la grande diversité des matériels dont ils disposent, et par ceux qu'ils n'ont pas !

Il est donc urgent de créer ce « **Commandement Commun** », qui organisera, dirigera, coordonnera la **Défense des Membres de l'Union**, et aura un mandat de tous les États de l'Union pour prendre les décisions en cas d'attaques, subies ou en préparation.

Il est indispensable aussi que les soldats soient encadrés par des sous-officiers et des officiers bien formés, aguerris, proches d'eux, et qui disposent d'une grande autonomie sur leurs zones de combats. Outre les décisions relevant des plus hautes autorités de l'Union ou des États qui doivent être prises très rapidement et dans le plus grand secret. Ceci est inenvisageable s'il faut l'accord des Vingt-Sept, accords soumis aux gouvernements puis aux Parlements pour la plupart d'entre eux. Par ailleurs, pouvons-nous croire en la pertinence d'une armée, sans une autorité supérieure unique, quand elle est composée de troupes de vingt-sept nationalités et vingt-quatre langues officielles, soumises à autant de gouvernements et de parlements, qui, pour des raisons géographiques, historiques ou politiques ont leurs propres avis à l'égard des conflits potentiels, voire refuseraient ou n'auraient pas le droit d'intervenir en raison de leur Constitution. Sans oublier les pays (riches) qui continueraient à s'exonérer de participer à la Défense !

Il faudra aussi, pour que nos armées soient performantes, concentrer l'essentiel des moyens sur celles des quelques pays prêts à s'engager là où ce sera nécessaire, pour leur sécurité et celle de l'Union, dans le cadre de nos alliances, ou pour des causes humanitaires.

L'expérience des officiers ukrainiens sera précieuse pour l'organisation de notre défense. Précieuse aussi, « *l'Opération militaire spéciale* » qui est riche d'enseignements. Nous avons eu sous nos yeux un condensé de ce qu'il fallait faire, montré par les Ukrainiens, et ne pas faire, montré par les Russes de la première année de guerre... et, hélas, par les Occidentaux !

Cette guerre nous a également montré combien l'encadrement des soldats est important pour le bon déroulement des opérations, pour leur comportement au combat, et pour leur moral.

J'ai aussi été très frappé par l'attitude de nos hauts responsables : la lenteur de leurs réactions, leur inconscience, leur insouciance, comme s'ils étaient les spectateurs d'une fiction !

Et, en ayant mis des lignes rouges en raison du nucléaire russe, ils ont fait de cette arme de dissuasion une formidable arme de conquête pour les autocraties... sans avoir à l'utiliser !

Nous aurions dû nous mettre depuis longtemps en « régime de guerre », d'autant que Poutine avait donné plusieurs fois la liste des pays qu'il veut annexer, pays qui sont pour la plupart membres de l'Union ! En général, face à un grave danger, un groupe serre les rangs, s'unit, se concerte, s'organise. Rien de tel n'a eu lieu dans ce que l'on a de plus en plus de mal à appeler l'Union... la seule union a consisté à s'accrocher désespérément à la très hypothétique « Bouée virtuelle américaine ».

Enfin, rien n'a été anticipé au sujet de la fourniture des équipements alors qu'il était évident que l'Ukraine n'avait pas les moyens matériels de résister aux Russes sans nos aides. Nos États-Majors pouvaient prévoir les armes et les munitions nécessaires à l'Ukraine pour vaincre la Russie, et se consulter entre eux afin qu'avant même qu'il ne soit décidé de les leur fournir, nous aurions pu, dû, les recenser, les préparer et former des Ukrainiens pour les leur livrer dès la décision prise, et non pas six mois à un an après, avec des milliers de morts en plus... sauf si l'objectif des Américains était d'utiliser les Ukrainiens pour « user » le plus possible les Russes sans les vaincre, mais à quel prix pour l'Ukraine ! Il est impératif que la Russie soit défaite rapidement, sinon ce sera l'Ukraine, puis les suivants de la liste de Poutine qui le seront !

Note : Le facteur TEMPS est important en période de paix. Il est primordial en cas de guerre ! Il devrait toujours être présent à l'esprit des personnes impliquées dans les processus de décision et d'action.

SURVEILLANCE ET COUVERTURE INTERNET

L'Union sera-t-elle en mesure de fournir rapidement aux Ukrainiens, ou d'avoir, une surveillance en temps réel et une couverture Internet sécurisée par satellites couvrant l'Ukraine, la Russie européenne et la Biélorussie, avec des milliers de terminaux militarisés, pour remplacer « Starlink » au cas où Elon Musk, à son initiative ou à la demande de Donald Trump, décidaît de retirer aux Ukrainiens l'accès à son réseau et, pire encore, de le fournir aux Russes ? ***La couverture du champ des opérations et un réseau internet sont deux urgences fondamentales.***

MODE OPERATOIRE

- 1. Création du Comité de Défense** composé des membres du Comité de Direction, du Commissaire à la Sécurité, du Chef d'État-major de la DMU et de ceux des cinq pays responsables d'une Zone Militaire (les Zones géographiques) et, invité, un officier supérieur Ukrainien. Il devra être coprésidé par le Président de l'Union et par celui de la France, en raison de sa dissuasion nucléaire et de ses bases militaires hors d'Europe.
- 2. Création de la Défense des Membres de l'Union, la DMU**, composée des armées des pays de l'Union et, éventuellement selon des modalités à définir au cas par cas, de celles des pays ayant entamé leur processus d'adhésion et des potentiels candidats. **Et création du « Commandement Commun des Armées de l'Union »** qui coordonnera leurs actions.
- 3. Répartition des rôles des armées de la DMU** : les armées des pays se répartiront en cinq catégories afin d'être complémentaires entre elles et aussi performantes que possible dans leurs domaines. Elles seront dirigées par leurs hiérarchies nationales, elles-mêmes sous l'autorité de l'État-major du Commandement de la DMU, sur le modèle de l'OTAN :

- a. Les armées équipées, formées, entraînées pour la guerre de haute intensité : je pense à la Pologne, à l'Allemagne, à la France partiellement, à la Roumanie, à la Bulgarie, à l'Ukraine quand elle aura rejoint l'Union. Plus les Pays scandinaves. En fait, essentiellement les moyens et grands pays des flancs nord et est de l'Union, exposés à la Russie ;
 - b. Les armées chargées de la logistique des champs de bataille : transports, maintenances, travaux, intendances, santé, internet, etc., en appui des armées combattantes précédentes ;
 - c. Les armées destinées aux combats asymétriques qui devront être autonomes et intervenir très rapidement loin de leurs bases : terrorisme, humanitaire, bases à l'étranger, etc., ou en renfort des deux armées précédentes : France, Italie, Espagne, Portugal... ;
 - d. Les Armées des petits pays se spécialiseront, notamment dans les drones, les cyberdéfenses et attaques, etc. Elles interviendront en support des trois autres, et/ou leur serviront de bases arrière. Elles devront aussi avoir une bonne mobilité hors de leurs frontières ;
 - e. Les renseignements, les cyberdéfenses et attaques, la gestion des réseaux sociaux, le médical, les psys... les formations civiles, les aides au développement, etc. seront mis en commun, et en support dans les conflits. Tous les pays seront concernés.
4. **Financement de la DMU** : Le financement de tout ce qui concerne le militaire, le spatial, la sécurité, les interventions, les investissements dans ces domaines, ainsi que la recherche et les développements, devra être pris en charge par la Commission. Chaque pays lui versera une contribution basée sur son Produit Intérieur Brut, pondéré par son indice de Richesse en euros, comme indiqué précédemment. La Commission pourra alors financer les achats de matériels, européens agréés par l'État-major de la DMU, et étrangers en l'absence de solution européenne dans des délais compatibles avec les besoins.

Toutes les grandes puissances militaires ont leurs propres industries de défense, c'est fondamental pour la disponibilité des équipements, la sécurité de leur emploi et pour disposer des versions les plus performantes. Il ne peut pas en être autrement pour notre Union, outre les retombées technologiques et économiques très importantes indispensables pour notre développement et notre indépendance. Il faut aussi savoir qu'un choix de matériel engage les armées pour plusieurs décennies, et que nos armes ne doivent être soumises à aucune restriction, autorisation ou limitation de la part de pays étrangers, tout comme les interventions, qui seront décidées par le Comité de Défense. Ce qui implique aussi d'avoir la maîtrise des composants intégrés dans nos armes.

La Défense de l'Union doit être totalement autonome et dissuasive pour la Russie !

Un Commissaire, si possible un haut gradé aguerri, sera chargé de la Sécurité et du tissu industriel lié à la Défense et à l'Espace, avec un rôle de coordonnateur et d'animateur. Il sera en liaisons étroites avec ses homologues des pays de l'Union et avec l'État-major de la DMU. Il aura un Commissaire adjoint qui prendra en charge les aspects administratifs et financiers. Tous deux agiront sous l'autorité du Comité de Défense qui prendra toutes les décisions de son ressort, les États lui ayant donné une délégation permanente dont les contours auront été définis pour une législature (comme pour la Commission).

Le budget militaire servira aussi à développer une industrie militaire et spatiale au meilleur niveau, avec nos propres composants et des composants libres de droits du marché. Il faudra structurer nos industries autour des meilleures compétences dans chaque domaine afin que nos armées soient équipées pour l'essentiel en matériels européens compatibles, communicants, très performants, répondant aux normes DMU/OTAN.

Il faudra aussi toujours disposer de deux à trois filières indépendantes pour les équipements importants, qui soient en partie complémentaires mais substituables. Il est aussi important

de rappeler que la Recherche et les Développements pour le militaire et le spatial permettent de se maintenir aux meilleurs niveaux dans la plupart des technologies de pointe, avec de nombreuses retombées civiles si assez de moyens leur sont consacrés.

En matière militaire, on n'exporte que les matériels qui équipent ses propres armées. Ces exportations abaissent les prix de revient et contribuent aux financements des recherches, des développements, ainsi qu'à la compétitivité des industries militaires et connexes.

Quant aux autorisations d'importer et d'exporter des matériels militaires ou de haute technologie, elles devront relever, non des pays, mais du Comité de Défense.

Jean-Yves Le Drian, cinq ans ministre de la Défense du Président Hollande, puis cinq ans ministre des Affaires étrangères du Président Macron, a dit au sujet des ventes d'armes :

« Il y va de notre sécurité. Pour être maître de notre défense, il faut en avoir les moyens, et cela coûte très cher en recherche et développement. Il faut donc trouver des partenaires stratégiques, avec des contrats fermes pour moderniser et renouveler notre outil. »

Il est urgent d'arrêter l'individualisme, où chacun développe ses propres armes ou, surtout, les achète à l'étranger, ce qui est, comme on l'a vu, une ineptie mortifère ! Il faut aussi penser aux logiciels, aux maintenances, aux supports dans les zones de combat, à leurs évolutions techniques, aux formations et aux logistiques sur les champs de bataille, aux redondances et aux manques.

Et penser à l'aspect économique pour l'Union dans son ensemble : tout achat à l'étranger est une perte sèche pour son économie. Acheter dans l'Union, c'est plus de PIB et de ruisseaulement de PIB, donc plus de richesse et plus d'emplois. Par ailleurs, comment vendre nos avions, nos chars, etc. si nous achetons ceux de nos concurrents pour notre propre usage ? C'est une aberration militaire et un suicide économique !

Deux remarques s'imposent :

- Chaque pays va vouloir conserver ses « *prés carrés* ». Certes, mais la politique « *acheter européen* » va grandement développer les industries pour le militaire et, ainsi, tous les pays seront, devront être, largement bénéficiaires, « *prés carrés* » gardés ou perdus.
- Aucun pays de l'Union ne peut, ne pourra, affronter seul la Russie, ce qui implique de nous unir, et donc de nous organiser en conséquence. Mais la plupart des pays exposés raisonnent comme s'ils étaient seuls face aux armées russes, ce qui est une aberration : l'Union va-t-elle se doter d'une dizaine d'armées russes ? Armées de néophytes face à une armée russe aguerrie, s'appuyant sur une population extrêmement résiliente qui sera le double, le triple, dix fois plus nombreuses que celles de nos pays qui ne veulent pas entendre parler de guerre ! C'est une preuve de plus de l'inconscience dramatique des principaux dirigeants des membres de l'Union. On ne pouvait pas faire un plus beau cadeau aux Président Trump et Poutine !

Manifestement, l'Union est un « costume » beaucoup trop grand pour nos Dirigeants.

5. **Nucléaire militaire** : Le nucléaire militaire est indispensable dans un monde où de plus en plus de pays en disposent, ou en disposeront. Par ses menaces, Poutine en a fait la promotion en violation des accords de non-prolifération, qu'il a signés ! La France est le seul pays d'Europe à le détenir en totale autonomie. Par ailleurs, elle vient de conclure un accord avec la Grande-Bretagne pour se coordonner avec elle dans ce domaine.

Arme dissuasive par excellence à condition de rester ambigu au sujet de son emploi, ce nucléaire *français* devrait couvrir l’Europe quand la DMU sera opérationnelle. Il pourra alors être développé, mais devra rester géré par la France sous mandat du Comité de Défense. Il devra remplacer le nucléaire américain, et tous les vecteurs, terrestres, aériens, marins et sous-marins devront être exclusivement européens.

L’arme nucléaire ne se résume pas aux têtes américaines qui pourraient être larguées, encore faut-il qu’elles soient activées par le Président américain, à la demande du Président du pays qui les détient. Les deux seraient responsables au regard de l’ennemi visé... mais surtout celui qui a fourni les ogives. Même chose pour les bombes françaises qui engageront l’Union et la France : elles seront activées par la France, en accord avec le Président de l’Union. Aussi, s’équiper aujourd’hui d’avions américains pour pouvoir embarquer leurs bombes est un non-sens, d’autant que tout lancement d’une bombe nucléaire doit être coordonné par l’État-major avec les autres lanceurs, et en particulier avec les sous-marins dont les positions ne sont connues que de rares officiers supérieurs des États-Majors concernés, respectivement américains, anglais ou français.

Notes :

- En Europe, seuls les officiers supérieurs Français et Britanniques ont la « *Culture Nucléaire* », culture qui ne s’improvise pas.
- La Russie vient de montrer dans sa guerre contre l’Ukraine que le nucléaire était une arme dissuasive – et de conquête pour les États voyous. **Aussi, est-il urgent que nos démocraties se préoccupent sérieusement de ce sujet face aux états voyous.**
- Le nucléaire est l’arme de l’ultime recours. Pour dissuader la Russie et ses alliés de nous attaquer ou de nous défier il ne faut compter que sur nos seules défenses conventionnelles qui doivent être aux meilleurs niveaux... et en quantités suffisantes !
Poutine sait que notre nucléaire peut lui faire très mal... mais, en réponse, il pourrait vitrifier la France, raison qui rend inenvisageable le partager du « bouton rouge » !

6. DDE : l’Union a en sa périphérie des États amis, plus ou moins associés à elle à des titres divers... qui seront de plus en plus nombreux, en raison des comportements erratiques de Donald Trump. Ils pourraient s’associer à notre Défense dans le cadre d’une **DDE : Défense des Démocraties d’Europe**, avec des modalités à définir au cas par cas. Je pense aux candidats et futurs candidats à l’adhésion à l’Union, aux membres de l’EEE, au Royaume-Uni, à l’Islande, au Groenland, à la Norvège, à la Suisse...

Une idée pourrait être une adhésion partielle de ces pays à l’Union, pour le militaire, le spatial, la sécurité et le renseignement, avec un représentant au Comité de Défense.

7. Personnels Militaires : Il faut que les armées combattantes de l’Union se dotent d’une armée de métier et d’une réserve, tout en sachant que la majorité des combattants se recruteront dans les pays les plus pauvres, en raison des soldes qui seront relativement attractives pour eux et des formations techniques qu’ils recevront, leur assurant un métier qualifié à leur retour à la vie civile.

L’armée française a une « *Légion étrangère* » créée en 1831. Les armées américaines ont des Non-Américains qui s’engagent pour obtenir la nationalité américaine. Ce serait aussi le cas des Légionnaires qui acquièrent automatiquement la nationalité française quand ils ont été blessés.

Faute d'avoir assez de volontaires nationaux pour leurs contingents d'active et/ou pour leurs réserves, pourquoi les pays concernés n'engageraient pas des volontaires venant d'autres pays de l'Union qui formeraient des « Légions européennes » ?

Et pourquoi n'engageraient-ils pas des migrants, ce qui leur permettrait d'obtenir une solde, un visa puis, à terme, une citoyenneté européenne pour eux et leur famille ?

Pourquoi les Ukrainiens n'auraient-ils pas aussi une « Légion étrangère » officielle ?

En parallèle, il faudrait rendre plus exigeant et long l'obtention d'un visa et d'une nationalité européenne pour les autres migrants, sauf pour les familles de ceux qui s'engageront, ou qui feront partie des immigrations choisies. Ce serait une façon positive de gérer une partie de l'immigration, notamment celle que la Russie essaie de nous imposer.

Une partie des soldes pourraient être versées à un compte épargne géré par un Fonds souverain de l'Union, notamment en vue de leur retour à la vie civile et de leur retraite, un des buts étant d'éviter les évasions liées à la corruption et autres perversions. Ainsi, leurs pays d'origine bénéficieraient d'une aide indirecte substantielle et légitime pour leur développement.

8. Régions militaires : Les cinq zones géographiques seraient aussi des régions militaires.

Prenons l'exemple des trois Pays baltes : ils sont 6 millions avec un PIB de 150 milliards. 2 % pour la défense font 3 milliards et 4 % en font 6 ! Que peuvent-ils faire avec un tel budget face à une agression russe ?

Ils ne peuvent rien faire seuls, d'où l'importance de ces régions militaires pour les interventions de l'avant. D'où aussi la nécessité de ne plus raisonner au niveau des pays mais des zones géographiques et d'avoir une DDE organisée aussi en zones en fonction des risques les plus probables. Les défenses terrestres de la zone attaquée interviendraient en premier avec le soutien des forces aériennes des autres zones. Puis, leurs défenses terrestres et navales pourraient intervenir en renfort... le temps d'arriver.

Règle à officialiser :

En plus de la dissuasion liée à une défense forte, visiblement bien organisée et réactive, dotée d'une dissuasion nucléaire crédible, il faudra que l'Union annonce la règle suivante : si un membre de la « Famille européenne » est attaqué, nous nous réservons le droit de contre-attaquer sur une profondeur allant jusqu'à 1 000 km (à fixer) sur les sites stratégiques de l'agresseur, tout en rappelant que la DMU et la DDE, comme l'OTAN, sont des organisations de défense, pas de conquête, et qu'elles ne tiendront aucun compte des chantages au nucléaire.

10. Bases à l'étranger : la France est la seule nation de l'Union à avoir un réseau de bases et des accords militaires hors d'Europe. Elles sont nécessaires à une grande puissance et pourraient être développées, et cogérées par la France, la DMU, la DDE.

Les moyens de transport aériens actuels permettant de les renforcer très rapidement si nécessaire, elles n'auront plus de gros besoins permanents, sauf exceptions.

Par ailleurs, certaines pourraient être utilisées par des Services secrets, par des Diplomates, par des antennes commerciales, etc.

10. Contributions financières des Pays à la Défense

a. Contributions pour la transition vers la DMU

Il y a des années que les membres de l'Union étaient censés consacrer au moins 2 % de leur PIB à leur Défense. Il ne serait que justice, que chacun contribue à ce financement pour le montant qui résulte du calcul suivant : PIB x (2 % – taux consacré) fait sur un arriéré d'au moins cinq ans, ou de l'année 2018 avant l'apparition de la pandémie, multiplié par cinq.

Si cette mesure est adoptée, le calcul devrait être fait selon le modèle ci-après, basé sur l'année 2022, le résultat étant multiplié par 5. On verra plus loin un autre rattrapage.

Pays	PIB	BM %	Rattrapage
2 % - 5 ans		2,00	
Allemagne	3 867,0	1,53	90,875
Autriche	447,7	0,87	25,295
Belgique	552,5	1,12	24,310
Bulgarie	84,6	1,56	1,861
Chypre	27,0	1,91	0,122
Croatie	67,4	2,79	- 2,662
Danemark	376,1	1,41	11,095
Espagne	1 327,0	1,02	65,023
Estonie	36,2	2,28	- 0,507
Finlande	266,7	1,26	9,868
France	2 642,0	2,10	- 13,210
Grèce	208,0	3,82	- 18,928
Hongrie	170,3	1,60	3,406
Irlande	502,6	0,25	43,978
Italie	1 909,0	1,41	56,316
Lettonie	39,1	2,27	- 0,528
Lituanie	66,8	2,03	- 0,100
Luxembourg	78,1	0,57	5,584
Malte	16,9	0,50	1,268
Pays-Bas	941,2	1,45	25,883
Pologne	654,6	2,10	- 3,273
Portugal	239,0	1,54	5,497
Rep. Tchèque	276,6	1,42	8,021
Roumanie	286,4	2,02	- 0,286
Slovaquie	107,7	1,73	1,454
Slovénie	59,0	1,28	2,124
Suède	557,5	1,19	22,579
TOTAL	15 807,0		365,062

b. Contributions annuelles des Pays au titre de la Défense

Compte tenu du comportement des pays riches, au moins en ce qui concerne leur participation financière à la défense, l'Union devra imposer une solidarité entre les membres. Je

suggère que les contributions à verser à la Commission au titre de la Défense, y compris recherche et développements, interventions, etc. soient définies par un pourcentage du PIB pondéré par l'indice de richesse/pauvreté en euros des membres de l'Union.

Le PIB par habitant en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA) est dans un rapport de 1 à 4,44 entre le plus pauvre et le plus riche. Le même calcul basé sur le PIB en euros des pays donne un écart de 1 à 10,02. Comme les contributions seront en euros, la solution la plus équitable me semble être la pondération sur la base du PIB par habitant en euros.

J'ai donc fait deux simulations pour un budget de 300 000 M€, la première basée sur le PIB des pays en % (3), la seconde sur le PIB pondéré par l'indice de richesse/pauvreté (5) :

	1	2	3	4	5
			300 000	Indice	Contribution
Allemagne	24,5%		73 392	1,126	82 647
Autriche	2,8%		8 497	1,208	10 264
Belgique	3,5%		10 486	1,159	12 153
Bulgarie	0,5%		1 606	0,300	481
Chypre	0,2%		512	0,727	372
Croatie	0,4%		1 279	0,421	538
Danemark	2,4%		7 138	1,552	11 081
Espagne	8,4%		25 185	0,678	17 072
Estonie	0,2%		687	0,659	453
Finlande	1,7%		5 062	1,166	5 904
France	16,7%		50 142	0,944	47 341
Grèce	1,3%		3 948	0,471	1 858
Hongrie	1,1%		3 232	0,424	1 371
Irlande	3,2%		9 539	2,407	22 956
Italie	12,1%		36 231	0,784	28 412
Lettonie	0,2%		742	0,504	374
Lituanie	0,4%		1 268	0,578	733
Luxembourg	0,5%		1 482	3,004	4 452
Malte	0,1%		321	0,803	258
Pays-Bas	6,0%		17 863	1,280	22 872
Pologne	4,1%		12 424	0,420	5 213
Portugal	1,5%		4 536	0,562	2 550
Rep. Tchèque	1,7%		5 250	0,626	3 288
Roumanie	1,8%		5 436	0,362	1 965
Slovaquie	0,7%		2 044	0,489	999
Slovénie	0,4%		1 120	0,677	759
Suède	3,5%		10 581	1,293	13 676
	100,0%		300 000		300 041

Calcul de l'indice

C'est la part du pays au PIB de l'Union, multiplié par son indice de richesse/pauvreté, qui donne un résultat primaire. Ce résultat est alors divisé par un coefficient qui résulte de la somme des 27 résultats primaires obtenus (% PIB x Indice de richesse) divisée par le montant à répartir.

Prenons l'exemple de l'Allemagne : sa part de PIB est de 24,5 %. Son indice de richesse est de 3,76, à diviser par 3,337, rapport de la somme des 27 résultats primaires sur les 300 000 à répartir. Son PIB pondéré est donc de :

$$24,5 \% \times 1,126 = 27,6 \% \text{ au lieu de } 24,5 \%.$$

Avec cette pondération, le plus riche contribue 3 fois plus que sa participation au PIB et le plus pauvre à hauteur de 30 % de sa part de PIB... mais, très vraisemblablement, sa contribution humaine sera infiniment supérieure à celles des plus riches.

Note : les montants du tableau sont légèrement différents de ceux résultant d'un calcul fait avec les valeurs du tableau en raison des décimales non affichées qui sont prises en compte par Excel. Ce calcul serait à refaire tous les ans, ou à chaque plan quinquennal, avec les derniers PIB et nombres d'habitants connus.

J'ai pris un budget annuel de référence de 300 milliards d'euros consacré à la Défense de l'Union dans le but d'illustrer mes recommandations pour une répartition équitable des dépenses militaires entre les pays membres. Pour des budgets supérieurs, il suffira d'appliquer les taux d'augmentation à tous les résultats du tableau de répartition entre les membres ou, mieux, de refaire ce tableau dans Excel avec les dernières données connues.

EN CAS DE CONFLIT

En cas de conflits, agressions subies ou attaques, luttes contre le terrorisme, actions humanitaires ou autres, le **Comité de Défense de l'Union et l'État-major des Armées de l'Union** seront en première ligne. Ils devront avoir tous pouvoirs concernant les actions à entreprendre très rapidement, pour lesquelles ils feront appel aux moyens matériels et humains des États, sans que ceux-ci n'aient à donner leur accord ou à refuser, au moins en cas d'agression subie par un État, ou plusieurs, de la Famille européenne.

Ceci pourrait poser des problèmes à certaines nationalités, notamment aux Allemands, alors qu'ils seront sous le drapeau de l'Union, et non sous celui de leur pays d'appartenance. Peut-être faudrait-il instituer une nationalité européenne, au moins pour ceux qui serviront sous le drapeau de l'Union, voire pour tous les nationaux des pays membres.

Toutes les communications devront se faire dans la plus totale discrétion, par des liaisons hautement sécurisées et les responsables de l'Union et des pays ne doivent jamais exprimer leurs désaccords ou leurs états d'âme en public ni, évidemment, divulguer des informations secrètes. « *Le linge sale se lave en famille* » selon l'adage bien connu.

L'État-major de la DMU devrait éditer un petit manuel sur « *Ce qu'un responsable ne devrait jamais dire* ». Quelques exemples : Joe Biden qui déclare en février 2022 qu'il n'enverra pas de troupes en Ukraine, ce qui revenait à dire à Poutine qu'il pouvait y aller ; les réactions de hauts responsables européens à une réponse d'Emmanuel Macron à un journaliste le 26 février 2024. L'effet fut désastreux et l'aspect dissuasif rendu nul !

Manifestement, les notions « *de dissuasion* » et « *d'ambiguïté stratégique* » ne leur étaient pas familières, alors qu'elles doivent être pratiquées dans beaucoup de négociations civiles.

Même remarque en ce qui concerne les règlements de compte entre partenaires qui ne doivent pas se faire sur la place publique.

Ces réactions, totalement immatures et irresponsables sur les plans politique et stratégique, sont indignes de chefs d'États, surtout dans un contexte dramatique pour un pays que l'on soutient et qui, jusqu'à présent, nous sert de bouclier ! Les propos de Macron avaient un double but : dissuasion envers Poutine et prise de conscience du danger par ses homologues et par nos populations.

Il est fondamental que l'Union parle d'une seule voix surtout quand il est question de guerre ou de différends graves avec des pays étrangers. Certes, il est toujours difficile de sortir d'une période de confort, de paix, avec un pays qui assurait notre protection. Mais cette époque bénie s'est terminée le 24 février 2022 pour la paix et confirmée en 2025 pour la protection.

2025 est problématique pour les Ukrainiens. Courage et merci à eux ! Quant à 2026 ?

Quant à nous :

- 1. Nous resterons sans Défense si l'Union continue à ne pas prendre conscience que l'accumulation de milliards pour s'armer s'avérera parfaitement inefficace dans le cadre de l'inorganisation actuelle ! Sans un Commandement Commun Européen, nous ne serons ni crédibles par la Russie, ni capables de la vaincre. Triste réalité !**
- 2. Plus nous achèterons nos armes à l'étranger, et particulièrement chez les Américains, plus nous affaiblirons les pays de l'Union et l'Union, et plus nous prendrons le risque d'une trahison de la part de notre supposé « Protecteur » !**
- 3. Avec les Drones, l'IA, les Satellites, les réseaux sociaux, les cyberattaques, et autres inventions à venir, les guerres déclarées et les non déclarées (asymétriques)... les États-majors ont tout à réapprendre et à repenser en permanence.**
- 4. Leçon à tirer de la guerre en Ukraine par nos Chefs d'État-major et nos Dirigeants : autrefois, il était très souhaitable qu'ils soient d'excellents joueurs d'Échecs. De nos jours, il faut aussi qu'ils soient des champions de... Poker menteur !**

CREATION DE LA DEFENSE DE L'UNION

La première étape de la création de la DMU, dès la décision prise, consistera à effectuer simultanément les opérations suivantes :

- 1. Charger un Chef de Projet** de constituer une petite équipe pour définir les logiciels et les procédures qui devront être utilisés par tous les pays pour effectuer les inventaires de leurs moyens (point 2). Puis les consolider et les rapprocher des besoins exprimés au point 3.
- 2. Effectuer les inventaires de l'existant** : Les Vingt-Sept et les postulants feront l'inventaire de leurs matériels liés à la défense, opérationnels, réparables, réformés mais encore utilisables, en notant de 0 à 5 les stocks de pièces disponibles pour leur maintenance ou leur remise en état.

Ils indiqueront aussi leurs bases, leurs effectifs, leurs moyens de communication, leurs commandes en cours, etc. Bref, tous leurs moyens de défense actuels et à venir.

3. **Effectuer l'inventaire des besoins** : outre leurs inventaires de l'existant, les États-Majors français définiront tout ce qu'il leur faudrait en plus, à leur avis, pour des combats de haute intensité et de longue durée, adaptés aux nouvelles techniques de guerre.
Toujours avec les mêmes logiciels, de façon à consolider les disponibilités, les besoins, les matériels réformés ou qui devraient l'être, mais qui pourraient être donnés aux Ukrainiens.
4. **Définir les Zones Militaires** en fonction des similitudes des problématiques des pays et des affinités.
5. **Définir les États-Majors** de la DMU et des Zones Militaires.
6. **Recenser les principales entreprises des quatre Cercles** qui travaillent ou pourraient travailler pour le militaire, en précisant ce qu'ils font, leurs capacités actuelles et à échéance 2030.

Ces opérations faites, la consolidation des moyens et des hommes pourra s'effectuer, les mises en ordre de marche suivraient.

Remarques :

- Donald Trump ne respectant que les preuves de force, comme Vladimir Poutine, il est contre-productif d'aller pleurnicher à Washington tant que l'Union n'aura pas entamé le processus de mise sur pied d'une réelle défense de l'Union, autonome et crédible, et d'une nouvelle organisation montrant qu'elle a décidé de prendre son destin « à bras le corps ».
- Manifestement, sans l'avouer, Donald Trump joue la carte Poutine contre l'Ukraine et notre Union. Il laissa cinquante jours à Poutine pour qu'il puisse conquérir en totalité les oblasts, qu'il a annexé sans les posséder entièrement, et être en meilleure position pour une éventuelle négociation. Quant aux matériels promis, vendus aux Européens pour être donnés à l'Ukraine, il y a peu de chance pour qu'ils soient livrés et opérationnels bien avant cette échéance !
C'est tout à fait conforme à l'amoralité de Donald Trump : les perspectives de « *deals* » pour lui, et accessoirement pour son pays, passent avant l'arrêt des combats et l'instauration d'une paix juste, d'autant que les potentialités de « *deals* » en Europe sont nulles comparées à celles offertes par la Russie.
- La Pologne a commandé énormément de matériels militaires, semble-t-il au-delà de ses capacités financières (pour leur maintenance) et humaines pour les opérer. La nouvelle organisation de notre défense permettra de la soulager financièrement et de répartir ses excès de matériels dans d'autres pays qui auront des besoins et des hommes pour les utiliser, sachant que ses achats lui seront remboursés par la Commission.
- Si aucun accord décent au sujet des droits de douane n'est trouvé avec Donald Trump, et s'il est toujours aussi vague en ce qui concerne l'article 5, l'aide américaine à l'Ukraine et les sanctions envers la Russie, il faudra se résigner à prendre au plus vite la décision de couper le « *cordon ombilical* » car, sinon, il se transformera en corde pour nous pendre !

Défense des Démocraties

La défense de l’Union, puis celle des Démocraties Européennes, doivent rapidement devenir une réalité. Pour cela, l’Union doit, au plus vite, se réinventer et mettre en œuvre :

1. **Les dix points de son organisation interne, dont le « *Comité de Direction* » ;**
2. **Les douze points liés à sa Défense avec le « *Comité de Défense* », le « *Commandement Commun des Armées de l’Union* », les « *Zones militaires* ».**
3. **Douze pays de l’Union** ont plus de dix millions d’habitants. Ils représentent 86 % du PIB de l’Union et de la population. Il s’agit de : Allemagne – France – Italie – Espagne – Pologne – Roumanie – Pays-Bas – Belgique – Grèce – Tchéquie – Grèce – Portugal.
Par souci d’efficacité et de bonne gestion, il faudrait concentrer sur une dizaine de membres du Premier Cercle l’essentiel des moyens de défense : les « *Membres armés* ». Les autres pays n’auront que les moyens nécessaires pour assurer leur sécurité du quotidien, et le support logistique des « *Membres armés* » qui les protègeront.
4. **La DMU étant organisée**, toutes les armes d’une certaine importance lui appartiendront et seront réparties par son État-Major au mieux des besoins, des risques et des moyens humains pour les opérer. Les pays recevront alors une dotation pour couvrir les frais qu’ils devront engager pour leurs maintenances, leurs entraînements, et leurs utilisations.
Chaque pays sera remboursé par la Commission pour ses achats d’armements à partir d’une date à définir, armements qui seront mis dans le pot commun de la DMU. Ceci impliquera une dotation complémentaire à la Commission selon la clé de répartition définie précédemment, dotation à somme nulle globalement, mais qui rétablira l’équilibre pour les achats récents, comme cela aura été fait pour les dépenses du passé.
Il devra en être de même pour le nucléaire français, dès lors qu’il deviendra la « *Dissuasion de l’Union* », mais le « *bouton rouge* » devra rester français, car c’est la France qui subira les conséquences de son éventuel usage. Ainsi, **tous les moyens militaires seront un « *Bien Commun* » des membres de l’Union qui, au lieu de sous-traiter leur Défense à l’OTAN, au bon vouloir des Américains et d’une unanimité impossible, ils la sous-traiteront à la DMU, l’Organisation de Défense de l’Union, l’OTAN européenne !**
5. **L’Organisation de Défense de l’Union (DMU) étant initiée**, le Président de l’Union, accompagné du Président français pour les raisons évoquées précédemment, devront aller voir le Président américain et le Secrétaire Général de l’OTAN pour négocier le partage de l’OTAN et/ou, à titre transitoire, le remplacement par la DMU des vingt-six Membres et Partenaires de l’Union.
6. **Puis, ils devront rencontrer toutes les démocraties européennes** pour les inviter à se joindre à la DMU afin de créer la **Défense des Démocraties d’Europe, la DDE**. En parallèle, ils devront faire rédiger un projet de statut pour cette DDE, projet inspiré de celui de l’OTAN, mais mis à jour, simplifié, et sans les pièges qu’il contient.

OTAN – DMU – DDE – DDM

PARTAGE DE L'OTAN

Pour toutes les raisons évoquées précédemment, dès que l'Union aura organisé sa défense propre (DMU) dans l'esprit de l'OTAN, il sera beaucoup plus rationnel de partager l'OTAN des cinquante membres et partenaires en deux groupes, l'un « *européen* », l'autre « *américain* », qui seront alliés avec des participations croisées et s'engageront à se soutenir mutuellement quand ce sera nécessaire... pour autant que les Américains de Trump ait envie de rester partenaire de cette « *horrible* » Europe.

Bonne occasion aussi pour reconsiderer les groupes « *Dialogue Méditerranée* », « *Initiative de coopération d'Istanbul* » et « *Partenaires dans le monde* », et faire une sérieuse remise à niveau de cette organisation obsolète qui est d'un coût et d'une lourdeur préjudiciables à ses missions.

Par ailleurs, l'OTAN est-elle prête à intervenir quand il s'agit d'attaques menées par un pays doté de l'arme nucléaire, et en premier lieu par la Russie ? Probablement non, puisque les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui étaient engagés par traités à protéger l'Ukraine si elle était attaquée, ne sont pas intervenus.

DEFENSE DES DEMOCRATIES

Je vois la Défense des Démocraties organisée dans trois cercles concentriques :
Cercle 1 : Défense des Membres de l'Union, la **DMU** ;
Cercle 2 : Défense des Démocraties d'Europe, la **DDE** ;
Cercle 3 : Défense des Démocraties du Monde, la **DDM**.

Les deux entités européennes, **DMU** et **DDE**, conserveraient de l'OTAN l'essentiel des standards, des effectifs autochtones et des bases qui sont dans les pays de l'Union, dans les pays candidats à l'adhésion et dans ceux des futurs membres de la DDE.

La DDE serait constituée des armées de la DMU et de celles des pays amis proches, pays de l'OTAN ou pas, avec des statuts à préciser, sans oublier de définir les niveaux de pouvoir de décision de chacun et les clauses d'exclusion. La DMU et la DDE devront être sous commandement de l'Union, comme l'OTAN est aujourd'hui sous commandement américain.

L'entité américaine, appelée ici « O2A : Organisation Américaine pour l'Asie » serait sous commandement américain, et les démocraties de la zone Asie et des « Partenaires dans le monde », pourraient en devenir membres.

Quant aux bases américaines sur le sol de l'Union et de ses postulants, elles devraient se replier progressivement sur d'autres zones, mais sans demandes particulières de notre part.

Je pense que ces deux entités, si elles sont solidaires, seraient plus pertinentes face à la Russie et à la Chine, et plus aptes à intervenir dans les conflits régionaux.

Elles permettraient d'avoir deux groupes de pays alliés avec une Union Européen, enfin adulte, devenue la Troisième Puissance Mondiale ! Les forces conventionnelles européennes devraient être rapidement opérationnelles face à celles de la Russie et les États-Unis seraient pour nous une réassurance... avec réciprocité !

Quatre pays au moins, dont l’Union, devraient se retrouver dans l’autre organisation avec un titre de Partenaire : les États-Unis et le Canada dans la DDE, l’Union et la France dans l’O2A. La Grande-Bretagne serait probablement membre des deux organisations ainsi, peut-être, que des pays Nordiques en raison du dégel de l’Arctique. Il n’y aurait donc plus une organisation militaire bâtarde, créée pour faire face à un ennemi commun très puissant qui n’existe plus vraiment, mais deux organisations alliées, pour faire face à deux autocraties très belliqueuses.

Autre avantage : en ayant deux organisations distinctes, nous devrions éviter que les erreurs commises par l’une ne soient aussi imputées à l’autre, comme c’est le cas actuellement. Contrairement à ce qu’il se passe avec la Chine et la Russie.

C’est aussi partager les risques en cas de conflits et éviter d’avoir des divergences sur les zones stratégiques prioritaires, maintenant différentes pour l’Europe et pour les États-Unis.

Pour conclure sur cette nouvelle configuration de la défense de l’Occident et sur l’absolue nécessité de l’adapter à l’état du monde, quelques remarques s’imposent :

- Quand on pense que notre destin dépend des électeurs de l’Amérique profonde car leur système électoral surreprésente les petits États, et que nous, Européens, continuons à compter aveuglément sur eux pour assurer notre sécurité et nos libertés, en partie à leurs frais et, potentiellement, avec leur sang... c'est totalement surréaliste et indécent !

Je pense que ce réveil européen, dont Donald Trump saurait en faire une victoire personnelle, le prendrait à contre-pieds mais ne devrait pas lui déplaire.

Notre Union sera une puissance militaire d’un niveau équivalent à celui de son économie pour ne pas risquer de guerre sur son sol, et elle a la chance de disposer de la composante nucléaire française, indépendante, qui se situe au quatrième rang mondial et pourra être développée dans le cadre de la DMU et de la DDE. Elle devra remplacer les ogives américaines qui sont dans l’Union. Ces implantations avaient deux buts : les rapprocher de leur destinataire, et obliger les pays concernés à acheter des F35 au lieu de Rafale ou autres. Dans le cas de la protection nucléaire française, les problématiques sont très différentes : elles sont proches de leur destinataire potentiel et elles sont transportées par des Rafale (pour avertissement) et par des sous-marins nucléaires (pour attaque).

- Dans les zones Europe Centrale, Afrique, Moyen-Orient, les interventions devraient être couplées avec de l’aide au développement et de la formation scolaire et professionnelle pour lutter contre la surpopulation, la misère, le terrorisme, les émigrations, et les grands Prédateurs que sont la Russie, la Chine, la Turquie, etc.

- Je pense que nous, Européens avec nos pays d’Europe centrale, sommes mieux à même que nos amis Américains de gérer nos relations avec la Russie, surtout si nous avons une puissance militaire conventionnelle au moins au niveau de la sienne, voire supérieure.

Il est par ailleurs à craindre que les prochaines attaques des autocraties de l’est se fassent simultanément sur Taïwan par la Chine et sur des pays européens par la Russie. Aussi, faut-il mieux avoir deux fers au feu qu’un seul et être deux entités complémentaires, comme eux, au lieu d’une seule, plus ou moins divisée et en opposition d’intérêts.

En plus, avec l’état d’esprit qui règne aux États-Unis sous l’ère Trump-Vance, l’Europe a l’obligation de ne compter que sur elle et, dans l’hypothèse des deux fronts, il y a toutes

les chances pour que l’Union se retrouve seule face à la Russie. Il vaudrait mieux qu’elle n’y soit pas « *en culottes courtes* » !

- L’Organisation Européenne de Défense se fera sans coûts supplémentaires notables dans la mesure où le budget total des Vingt-Sept est déjà au niveau de celui de la Chine. Il s’agirait avant tout d’une question d’organisation, avec un Commandement commun comme à l’OTAN, de rationalisation, de gestion des moyens... et d’un financement équitable des vingt-sept Pays, contrairement à la situation actuelle où les petits Pays riches ne font pas de zèle sur ce plan, c’est le moins que l’on puisse dire.

En revanche, il faudra beaucoup investir dans nos industries de Défense, ce qui est une chance pour l’Union qui s’autodétruit jusqu’à présent en achetant presque tout son armement à l’étranger. Les retombées économiques de ces investissements devraient être très importantes et bien aider à rembourser les emprunts, emprunts qui devraient être faits très majoritairement auprès des populations européennes sur une base de volontariat.

L’Union doit impérativement devenir adulte, s’émanciper de toute tutelle, être unie et avoir une défense puissante, c'est-à-dire organisée. C'est une question de survie !

Note 1 : L’essai « *Clés pour armer l’Union* » et son extrait « *Défense de l’Europe* » ont été pensés et écrits en 2024, avant la « *tornade Trump* », que j’avais en partie anticipée.

Je confirme toute ma construction pour l’Union et l’Europe, mais je ne suis plus persuadé que les pays démocratiques et libres de la zone Asie choisissent l’organisation américaine « *O2A* ». Je pense qu’ils commencent à partager nos doutes à l’égard des États-Unis et qu’il faudra que l’éventuelle DDM leur soit ouverte car, en dehors de toutes autres considérations, l’Union est concernée par ce qui se passe en Asie : navigation dans le détroit de Taïwan et la mer de Chine, Territoires français dans la zone, notamment.

Note 2 : La France, depuis une soixantaine d’années, a beaucoup agacé ses partenaires en prônant une certaine indépendance dans le domaine militaire et la nécessité d’avoir une défense européenne autonome. Les sous-entendus de Barack Obama et de Joe Biden la confortaient dans ses convictions et les entendus de Donald Trump ont levé tous les doutes.

Il faut espérer que ses partenaires oublieront « *son arrogance* » en lui reconnaissant le mérite d’avoir vu juste avant eux, et que ses avis seront maintenant pris au sérieux, pour une vue globale et anticipative des événements ainsi que pour ses compétences et expériences dans le domaine militaire, qu’elle partage avec les Ukrainiens et avec les Britanniques.

Note 3 : Cas du Royaume-Uni (et, sans doute, d’autres pays à venir).

La coalition pour aider et protéger l’Ukraine, en cours de formation autour de la France et du Royaume-Uni, pose à celui-ci des problèmes d’ordre financier, mais surtout en ce qui concerne la préférence européenne dans les choix de matériels.

J’ai évoqué précédemment une éventuelle adhésion partielle à l’Union de certains de nos partenaires dans le cadre de la Défense. Il est sûrement possible de trouver une formule simple qui permette d’intégrer des pays amis dans notre organisation en créant une « *Extension Défense* ». Pour cela, ces pays paieraient leur contribution défense comme ceux de l’Union et ils rentreraient dans les « *Préférences européennes* ». Nos industries militaires seront dans une telle surcharge, que les leurs seront les bienvenues !

Aspects financiers

Cette Défense européenne qui, au fil des années devenait de plus en plus nécessaire pour la sécurité de l'Union et pour son rôle dans le monde, était rejetée par la plupart de ses membres qui refusaient de regarder la réalité en face en dépit des fantasmes révélés du Président Poutine, de l'évolution du monde et des signaux récurrents émis par les derniers Présidents américains relatifs à leur engagement à défendre l'Europe... d'un communisme qui n'est plus.

Aujourd'hui, avec Trump et Vance, nous n'avons plus le choix : une Défense européenne autonome est une nécessité absolue et urgente si nous voulons rester des pays libres.

Étonnamment, pour tous les « *spécialistes* » qui s'expriment sur le sujet, une telle perspective nous engagerait sur des dépenses faramineuses pour aboutir dans cinq à dix ans à des défenses indépendantes, chacune au niveau de celle de la Russie ! L'Union n'existe-t-elle plus ?

Cette défense européenne serait-elle une épreuve digne des douze travaux d'Hercule ?

Or, en 2025, tous les signaux sont au vert pour l'entreprendre au plus vite, en distinguant le court terme (2026-2027) et le moyen terme (2028-2035).

COURT TERME

Il faut partir de ce qui existe, comme je l'ai indiqué précédemment : *inventaire des moyens disponibles*, création des organisations de Commandement : **Comité de Direction, Comité de Défense, Régions militaires, États-majors, Commandement commun type OTAN**.

Ceci devrait permettre d'avoir courant 2026 une Défense apte à faire réfléchir une Russie diminuée par sa guerre en Ukraine, et à aider celle-ci. Dans ce cadre, les engagements financiers seront mineurs, et pris en charge par les pays riches qui ont accumulé de gros retards quant à leurs participations à la Défense de l'Union, et donc à la leur. En revanche, il faudrait investir des centaines de milliards pour organiser et développer nos industries de défense... ces investissements étant très bénéfiques pour les économies européennes.

MOYEN TERME

Pour se doter d'une défense européenne complète et de haut niveau, il faudra engager des centaines de milliards. Ces milliards seront-ils une dépense ou un investissement ?

- Ils seront une dépense s'ils partent très majoritairement à l'étranger, comme actuellement, ce qui est une aberration totale tant militaire qu'économique pour les pays de l'Union, et une sérieuse cause d'appauvrissement et de déclin de l'Union !
- Ils seront un investissement très rentable s'ils restent très majoritairement dans l'Union, pour développer ses industries militaires, spatiales, numériques, de hautes technologies, avec des miriades de sous-traitants et d'emplois afférents. Les retombées économiques et fiscales seront considérables, outre un facteur de croissance important avec un retour sur investissement qui permettra de rembourser les emprunts contractés. Les prêts faits aux industriels seront des avances sur commandes à passer rapidement pour qu'ils puissent investir afin de répondre aux demandes.

Et lancer un emprunt Défense auprès des populations, comme en 14-18, serait une très souhaitable implication de celles-ci... Aux armes, Citoyens !

Conclusion

J'ai toujours été un Européen convaincu, conscient que nos petits États et nos grandes rivalités ne pouvaient mener qu'aux désastres du passé. Ayant beaucoup voyagé, j'ai mesuré l'impact dans les pays étrangers qu'eut cette Union de six pays incluant les deux « *ennemis historiques* » : la France et l'Allemagne.

Alors, voir aujourd'hui le mépris que nous suscitons auprès des « *Mâles Alpha* » et la déception de certains pays due à la perte du rôle qui était le nôtre dans les affaires du monde, est pour moi, et j'ose espérer pour beaucoup d'autres, insupportable. D'autant plus que nos dirigeants font tout ce qu'il faut pour susciter ce mépris par leurs soumissions, leurs lâchetés, leurs divisions où prévalent les intérêts personnels et politiques à court terme, avec des relents de jalousie ou d'animosité, de mépris ou de méfiance, qui conduisent, notamment, à un grand gâchis de nos potentiels industriels et à une cacophonie de propos contradictoires, alors que l'Union ne devrait parler que d'une seule voix et AGIR !

Notre Union ne survivra pas si elle n'est qu'un grand marché ouvert dans lequel le chacun pour soi, l'égoïsme, l'idéologie ultralibérale, l'argent, le commerce, sont rois... et que sa défense est l'affaire des Américains ce qui est tout simplement indécent, mortifère, une ineptie, une démission et un déni des réalités de l'évolution des États-Unis et du monde ! Et si la défense reste l'affaire de chaque membre de l'Union, c'est offrir à la Russie ses anciennes possessions, voire plus, avec des guerres à répétition.

Heureusement, Vladimir Poutine et Donald Trump semblent avoir réveillé les principaux dirigeants européens qui, enfin, se préoccupent de leur défense. C'est un premier pas, mais qui implique, pour qu'il ne soit pas un échec, qu'une très sérieuse réforme des Institutions européennes soit effectuée très rapidement !

En effet, l'organisation actuelle de l'Union est totalement périmée car, quand se produit un phénomène nouveau important, pandémie, guerre, etc., l'Union est obligée de s'inventer des procédures spéciales, ou de prendre des décisions à l'unanimité, en espérant qu'il n'y ait pas un membre pour s'y opposer... ou compter sur « *un besoin pressant des opposants au moment du vote* », le ridicule n'ayant plus de limite !

Le réveil militaire de mars 2025 est un parfait exemple de l'inadaptation de l'organisation de l'Union : aucun membre de l'Union n'a les moyens de dissuader la Russie d'envahir un pays de l'Union. Seule une union de forces organisées sous un Commandement commun le pourra.

Par ailleurs, pour des sujets aussi graves que l'agression russe en Ukraine, il est impensable que les pays qui ne respectent pas les valeurs de l'Union et qui entretiennent de bonnes relations avec l'agresseur, puissent exercer leur droit de vote, de véto... et présider l'Union ! Quelle confiance pouvons-nous accorder aux « *Chevaux de Troie* » quant à leurs comportements et à leurs rapports avec nos ennemis ou nos concurrents ?

L'agression Russe en Ukraine fournit une preuve supplémentaire de la nécessité et de l'urgence de refonder l'Union dans tous les domaines, avec une mention toute spéciale pour sa défense et pour le grand disparu : l'Esprit Nation, « *l'Esprit Rugby* », la Solidarité entre les pays membres, la contribution de tous à un effort organisé de Défense ?

Les « Comités de Direction et de Défense », les « Zones géographiques et militaires », un « Commandement commun des armées de l'Union », la suppression du vote à l'unanimité et du droit de véto, sont essentiels et urgents pour rétablir des liens et assurer l'avenir de l'Union.

Cette Union était au départ une pure utopie qui, grâce à la clairvoyance de quelques personnalités de premier plan, est devenue une réalité très prometteuse, avec une ouverture aux autres pays européens. Mais l'organisation qui était adaptée à six États, puis douze, proches et relativement similaires, et en temps de paix, est totalement inadaptée à vingt-sept nations aux passés, aux niveaux de développement, aux politiques, aux intérêts, très différents et, qui plus est, dans un contexte d'agressions russes... Russie qui n'a pas de frontière !

Et Russie qui ne supporte pas d'avoir à sa porte des démocraties, surtout quand il s'agit d'anciens pays de l'URSS ou/et de sa Fédération. Son ennemi est moins l'OTAN, organisation militaire de défense, que les valeurs portées par les pays qui la composent et qui présentent un risque de contagion intolérable !

En 2025, pour assurer notre défense, nous n'avons plus de choix, nous ne pouvons que compter sur notre propre organisation militaire. Une éventuelle participation des Américains serait alors un « *bonus* », mais il ne faut pas compter dessus... surtout quand on observe les dires et les comportements de Donald Trump, un incorrigible Poutinien, qui lui offre des perspectives de deals à foison, pour lui personnellement et pour son pays.

Jusqu'à présent, nous avions sous-traité notre défense à l'OTAN commandée par un Général américain. Ce que je suggère consiste à confier notre défense à une organisation européenne à créer (DMU/DDE) sur le modèle d'une l'OTAN simplifiée, car il est inenvisageable d'avoir des dizaines d'armées indépendantes et non coordonnées, comme c'est le cas actuellement, dont le rapport efficacité/coût est lamentable, et dont la crédibilité vis-à-vis de la Russie est, à juste raison, nulle !

Avec la DMU, c'est l'Union qui est Maîtresse de son destin. Les prises de décisions qui engagent l'Europe, n'impliquant qu'une dizaine de personnes sans unanimité ni droit de véto, seraient infiniment plus rapides à prendre puis à appliquer. Face à trois despotes qui décident seul, nous avons l'obligation de réagir très rapidement. Toute procrastination dans l'attente que les problèmes se résolvent d'eux-mêmes est totalement exclue !

La DMU sera supérieure aux armées russes dans tous les domaines sauf pour le nucléaire. Mais il est peu probable que nous en arrivions là car la France a de quoi faire très mal à la Russie.

Que les choses soient claires : il ne s'agit pas de repeindre les façades de l'Union, il s'agit de reprendre ses fondations ! Il ne s'agit pas non plus de donner des armes à ceux qui sont contre l'Union. Bien au contraire, cette Union est trop indispensable à la survie de nos pays, de notre civilisation, de nos libertés... mais elle pourrait très facilement faire infiniment mieux, être plus juste, plus résiliente, plus forte... et, surtout, ne plus nous laisser sans défense devant la Russie.

Si l'Union reprend son destin en main et se dote d'une authentique Défense autonome comme préconisée, elle mettra M. Poutine devant un mur que son armée traditionnelle ne pourra pas franchir, et on pourra fournir à l'Ukraine les moyens de le renvoyer dans ses frontières reconnues. Il ne lui restera que le déclenchement de la foudre nucléaire mais son entourage devrait l'en dissuader si tant est qu'il l'envisage sérieusement lui-même, ce qui est difficile à croire... Et il semble que les opinions russes commencent à trouver que cette guerre leur coûte très cher, beaucoup trop cher !

Paris, le 14 novembre 2025

TABLE DES MATIERES

L’Union : une organisation périmée !	2
Déchéance de l’Union	3
Le Tocsin sonna le 24 février 2022 !	4
Problématiques de notre Sécurité	6
Nucléaire : arme de conquête...	9
Citations.....	9
Poutine ne craint pas notre Défense !	12
Pour une Renaissance de l’Union.....	13
Refondations préconisées	14
Comité de Direction	16
Zones Géographiques suggérées	17
Principe du « <i>Retour géographique</i> »....	18
La Famille européenne	19
Défense actuelle	20
Budgets Militaires iniques	20
Défense préconisée.....	24
Contexte.....	24
Quel type de Défense ?	25
Surveillance et Couverture Internet.....	26
Mode opératoire.....	26
En cas de Conflit	33
Création de la Défense de l’Union	34
Défense des Démocraties	36
OTAN – DMU – DDE – DDM.....	37
Partage de l’OTAN	37
Défense des Démocraties.....	37
Aspects financiers	40
Court terme	40
Moyen terme.....	40
Conclusion.....	41
Table des matières	43